

56^e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Forte affluence de visiteurs au pavillon du MDN

Le pavillon du ministère de la Défense nationale (MDN), à l'occasion de la 56^e Foire internationale d'Alger (FIA), a connu une forte affluence de visiteurs tout au long de l'exposition, clôturée hier samedi. De nombreux visiteurs sont en effet venus découvrir les derniers produits de l'industrie militaire nationale, reflétant le haut niveau de professionnalisme atteint, notamment dans les domaines de la mécanique, de l'électronique et des technologies modernes. P 3



VISION ALGÉRIENNE DE L'IA

Priorités et secteurs clés

Alors que l'Algérie accélère sa transformation numérique, l'intelligence artificielle (IA) s'impose comme l'un des leviers majeurs du développement national. À l'École supérieure de l'intelligence artificielle (ESIA), l'intégration de cette technologie dans les secteurs prioritaires n'est plus un vœu pieux mais une dynamique en construction, portée par des étudiants, des enseignants et des partenaires industriels. Fouad Dahak, directeur adjoint en charge de la recherche scientifique et de l'entrepreneuriat à l'ESIA, en dresse un tableau éclairant.

P 2

PRODUCTION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES

L'Algérie peut devenir un acteur majeur

Lors de la 12^e édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach (JST), tenue au Centre de conventions d'Oran, le Pr. Karim Zeghib, éminent chercheur à l'Université de Concordia au Canada et expert mondialement reconnu des batteries lithium-ion, a affirmé avec force que l'Algérie dispose de toutes les ressources, humaines, naturelles et géostratégiques, pour devenir un acteur majeur de la voiture électrique.

P 3

PLUS DE 580 PROJETS TOURISTIQUES EN COURS DE RÉALISATION

Les capacités d'accueil renforcées

Les pouvoirs publics ont toujours souligné l'importance stratégique qu'ils accordent à la mise en œuvre du programme d'aménagement des zones d'expansion touristique, visant à fournir un foncier adapté pour encourager l'investissement dans ce secteur.

P 3

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
L'A SOULIGNÉ

**«L'année 2025 sera celle
de la production céréalière
par excellence»** P 2

JIJEL

**La réception du complexe
Kotama Agrifood dans les
prochaines semaines** P 4

EDUCATION

**67,56 % de réussite à
l'examen du BEM session
juin 2025** P 16

PRÉSERVATION DE
L'ENVIRONNEMENT

Sonatrach
mise sur le
reboisement

Le président de la 12^e édition des Journées scientifiques et techniques (JST) de Sonatrach, Mustapha Benamara, a déclaré, jeudi à Oran, que le groupe mise sur le reboisement comme levier pour préserver l'environnement. Lors d'une conférence de presse tenue en marge de la troisième et dernière journée de cette manifestation, organisée à Oran, M. Benamara a évoqué le vaste projet de Sonatrach visant à planter plus de 400 millions d'arbres à travers différentes régions du pays, une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la politique environnementale et climatique du groupe. Dans le cadre de l'ouverture de Sonatrach sur le monde universitaire, il a souligné que de nombreuses conventions, signées depuis 2021 avec diverses universités et centres de recherche à travers le pays, ont abouti à des projets conjoints ayant grandement contribué au développement de plusieurs filières énergétiques. Il a ajouté que des chercheurs algériens de la diaspora ont été sollicités pour apporter leur savoir et leur expertise à la mise en œuvre de la stratégie du groupe. Benamara a également relevé que cette édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach se distingue par la participation de chercheurs, universitaires et académiciens représentant 50 % des présents, ce qui traduit la volonté du groupe de renforcer l'efficacité de la collaboration avec le milieu universitaire. Concernant les projets futurs de Sonatrach, il a indiqué que des discussions préliminaires sont en cours sur des projets d'exploration en mer.

VISION ALGÉRIENNE DE L'IA

Priorités et secteurs clés

Alors que l'Algérie accélère sa transformation numérique, l'intelligence artificielle (IA) s'impose comme l'un des leviers majeurs du développement national. À l'École supérieure de l'intelligence artificielle (ESIA), l'intégration de cette technologie dans les secteurs prioritaires n'est plus un vœu pieux mais une dynamique en construction, portée par des étudiants, des enseignants et des partenaires industriels. Fouad Dahak, directeur adjoint en charge de la recherche scientifique et de l'entrepreneuriat à l'ESIA, en dresse un tableau éclairant.

Par M A.

Intervenant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, M. Dahak a rappelé que l'Algérie a désormais une stratégie nationale de l'intelligence artificielle clairement définie et publiée. Elle fixe les grandes priorités : l'agriculture, la santé, la cybersécurité et l'éducation. Des domaines où l'IA peut jouer un rôle décisif, notamment en matière de productivité, d'optimisation des processus et de modernisation des services publics. Ces orientations, soutenues par les plus hautes autorités du pays, s'inscrivent dans une logique de souveraineté technologique. « Nous ne sommes pas encore dans une IA généralisée, mais dans des applications ciblées, à fort impact. Et l'agriculture, la santé et la formation sont, selon moi, les secteurs à fort retour sur investissement », a-t-il affirmé. Exemple concret de cette vision appliquée : l'Agri-Challenge, organisé à l'initiative de l'école. Durant quatre jours, 125 étudiants ont développé des solutions d'intelligence artificielle au service de l'agriculture, avec un objectif clair : constituer un dataset de plus de 580 000 images de plantes annotées, exploitables pour entraîner des modèles de reconnaissance. « L'image, la donnée, c'est la matière première de l'IA. Sans elle, pas de modèles performants. Cette base de données végétale, construite sur le terrain, servira à améliorer les capacités de classification des systèmes IA en agriculture », a-t-il expliqué. L'intelligence artificielle est désormais très présente au-delà des bancs de l'école, comme en témoignent plusieurs startups

nées de l'impulsion étudiante. Parmi elles, on trouve "L'Antiverse", une application qui structure les cours grâce à la capture d'écran et à Google Agenda, ainsi que "Noroho", une plateforme de covoiturage labellisée startup innovante. Un autre projet notable est un système de recommandation universitaire, développé en collaboration avec le ministère, qui se base sur les profils des nouveaux bacheliers. Ces initiatives illustrent parfaitement l'objectif pédagogique de l'école : confronter les étudiants à des problématiques réelles dès leurs premières années, tout en les préparant à créer leur propre entreprise. « Aujourd'hui, l'université algérienne est en train de changer. L'étudiant n'attend plus la fin du cursus pour entreprendre. Il veut créer, innover, interagir avec les entreprises », a-t-il observé. Cette orientation est soutenue par un écosystème solide : quatre incubateurs d'entreprise (Sonatrach, Algérie Télécom, Sonelgaz, Agence spatiale), des passerelles actives avec les entreprises et une plateforme de dépôt de projets de fin d'études. Chaque année, des entreprises soumettent des problématiques concrètes aux étudiants. « L'IA peut s'appliquer partout : agriculture, hydrocarbures, santé, administration, cybersécurité..., et grâce à l'implication croissante des entreprises dans nos modules, les projets sont de plus en plus pertinents », a-t-il affirmé.

Une IA algérienne, par et pour les Algériens

Au cœur de tous les défis reste la question de la donnée. L'IA repose sur trois piliers : l'infrastructure de calcul (GPU, data cen-

ters), les modèles, et surtout la data. « La donnée, c'est le pétrole de l'IA. Sans qualité ni volume, les modèles sont inefficaces. Il nous faut une stratégie nationale de gestion et d'accès à la donnée, avec une agence dédiée à sa régulation et à sa mise à disposition sécurisée ». Fouad Dahak a appelé à un effort national pour créer des datasets fiables dans tous les secteurs. Il alerte aussi sur les défis : sécurité des données, anonymisation, loi sur les données personnelles, responsabilité de traitement... autant d'éléments qu'il juge essentiels pour structurer l'écosystème. Pour soutenir cette stratégie, l'école a acquis un data center, opérationnel dès septembre 2025. « La puissance de calcul est le facteur clé pour nos travaux futurs. Et grâce aux outils open source, nos étudiants peuvent déjà s'exercer sans dépendre de licences onéreuses ». Avec l'entrée en cinquième année de la première promotion, l'ESIA passe à une nouvelle étape. Chaque étudiant travaillera une année entière sur un projet d'IA appliquée, en lien avec une entreprise partenaire, avec pour objectif la soutenance et l'obtention du diplôme sur la base de résultats concrets. Alors que les grandes puissances se livrent une bataille technologique féroce autour de l'IA, l'Algérie pose progressivement les fondations d'un modèle souverain et intégré, ancré dans ses besoins économiques et ses ressources humaines. « Sur l'IA, tous les pays sont au même point de départ, sauf sur les GPUs. L'Algérie a donc sa carte à jouer, à condition d'investir dans la donnée, la formation, la recherche et l'accompagnement », a-t-il conclu.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE TIPASA

Ouverture de spécialités en IA et informatique financière

Par R E.

Le Centre universitaire de Tipasa sera renforcé, à l'occasion de la nouvelle année universitaire 2025/2026, par l'ouverture, pour la première fois à l'échelle nationale, de deux nouvelles spécialités, en l'occurrence l'intelligence artificielle (IA) en économie numérique et l'informatique de gestion, a-t-on appris, samedi, auprès de l'Institut des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. L'Institut des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion du Centre universitaire de Tipasa assurera, à partir de la prochaine rentrée, de nouvelles offres de formation

en intelligence artificielle, suite à l'approbation de la commission nationale du ministère de tutelle, a indiqué, à l'APS, le directeur de l'Institut, Khelifa Brais. Il s'agit, a-t-il précisé, d'une formation en licence ouverte aux bacheliers ayant obtenu une moyenne supérieure à 14/20, et qui peuvent s'inscrire à l'Institut des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion pour suivre un cursus en tronc commun (en anglais) avant d'être orientés vers l'une de ces deux (2) spécialités, l'intelligence artificielle en économie numérique ou l'informatique de gestion. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques du mi-

nistère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à suivre les mutations technologiques et à consacrer la numérisation au sein de l'université algérienne, tout en répondant aux exigences du marché du travail, notamment dans les domaines de la finance et des affaires qui sont en constante évolution, a souligné le responsable. "Un fait nécessitant la formation de cadres maîtrisant des outils avancés, tels que l'analyse de données par l'intelligence artificielle, la technologie financière (FinTech) et les contrats intelligents", a-t-il expliqué. Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer l'ouverture de ces deux spécialités dans les meilleures conditions possibles, notamment par

l'acquisition des équipements technologiques requis, a assuré M. Brais, notant que la formation dans ces domaines sera largement axée sur la pratique. A noter que l'Institut des sciences économiques, financières et des sciences de gestion a été créé en 2011, année de l'ouverture du Centre universitaire de Tipasa. Il assure des formations universitaires en Licence dans quatre (4) spécialités, ainsi que des formations en Master. Il a vu l'inscription du 1er Doctorat en 2017. Cet Institut est l'unique établissement du genre à l'échelle nationale à assurer une formation Master dans les spécialités du marketing hôtelier et touristique et de la finance islamique.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES

L’Algérie peut devenir un acteur majeur

Lors de la 12^e édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach (JST), tenue au Centre de conventions d’Oran, le Pr. Karim Zeghib, éminent chercheur à l’Université de Concordia au Canada et expert mondialement reconnu des batteries lithium-ion, a affirmé avec force que L’Algérie dispose de toutes les ressources, humaines, naturelles et géostratégiques, pour devenir un acteur majeur de la voiture électrique.

Par Mourad A.

Intervenant dans une série de panels consacrés aux technologies de l’énergie, Pr. Zeghib a détaillé les fondements d’un écosystème propice au développement d’une industrie nationale de véhicules électriques. Selon lui, l’Algérie possède les minéraux critiques essentiels à la fabrication des batteries lithium-ion, notamment le lithium, le fer, le phosphate, le graphite, le nickel, le cuivre et le manganèse. « Nous avons tous les composants nécessaires pour produire localement des batteries de type lithium fer phosphate. Cela représente un atout stratégique considérable », a-t-il souligné. L’expert a aussi mis en avant les ressources énergétiques abondantes et bon marché dont dispose le pays. « L’Algérie a du gaz, du pétrole, une énergie peu coûteuse, et c’est fondamental pour la transformation minière et industrielle », a-t-il affirmé. Outre ses richesses naturelles, l’Algérie bénéficie d’une position géographique stratégique, avec 2,38 millions de km² de superficie, 1 600 km de littoral et plu-

sieurs ports en eaux profondes (Annaba, Jijel, Alger, Oran) facilitant les exportations. « L’Algérie est la porte de l’Afrique et aussi de l’Europe, avec des partenaires solides comme l’Italie et l’Allemagne », a-t-il rappelé, tout en évoquant la nécessaire coopération Sud-Sud, en particulier avec des pays riches en minerais critiques comme le Congo ou l’Afrique du Sud, en vue de constituer une filière continentale. Pour Pr. Zeghib, le développement de cette filière ne peut se faire qu’à travers une gouvernance étatique forte. « Le lithium est une question de sécurité nationale. Ce n’est pas au privé de gérer cela. Il faut des compagnies publiques dédiées, comme on gère Sonatrach », a-t-il martelé. Il s’est fermement opposé à toute privatisation des ressources stratégiques : « Je ne suis pas contre le privé, mais il doit se concentrer sur la sous-traitance ou des domaines non stratégiques. Le lithium, c’est pour l’État ». Fort de ses 40 ans d’expérience, 1 070 brevets et d’une longue carrière à Hydro-Québec, Pr. Zeghib a appelé à un plan stratégique clair, par étapes. « Il

faut réfléchir à court, moyen et long termes, et ne pas se disperser. Il faut se focaliser sur la chaîne de valeur : cathode, cellule, puis batterie ». Il a conseillé de démarrer par la fabrication de cathodes à base de lithium fer phosphate, une technologie éprouvée et plus accessible pour un premier saut industriel. Dans un ton particulièrement engagé, le Pr. Zeghib a salué la volonté politique actuelle. « J’ai été reçu par le président Tebboune. J’ai vu une vision claire, une écoute respectueuse et une compréhension fine des enjeux », a-t-il confié. Il a également exprimé son admiration pour le ministre de l’Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et le professeur Nouredine Yassaa, saluant leur réactivité et leur engagement. Comparant la dynamique algérienne à celle du Canada, où plus de 150 milliards de dollars ont été investis dans la transition énergétique, il estime que l’Algérie peut suivre le même chemin à condition de se donner les moyens et de bien choisir ses partenaires. Le chercheur a aussi évoqué le rôle que pourraient jouer les jeunes entrepreneurs algériens, notam-

ment dans la fabrication de bornes de recharge, un maillon essentiel de l’écosystème électrique : « Cela ne nécessite pas des milliards. En un an, avec les jeunes, l’Algérie peut devenir un modèle africain ». Il a proposé des incitations concrètes pour accélérer l’adoption des voitures électriques : « Aujourd’hui, l’Algérie ne fabrique pas encore de voitures. Il faut exonérer complètement les droits de douane pour tout véhicule électrique ou hybride rechargeable importé ». Il a également cité l’exemple du Québec, où il a bénéficié de 13 000 dollars de subvention pour l’achat d’un véhicule électrique et d’une borne domestique. Pour Pr. Zeghib, tous les signaux sont au vert : ressources naturelles abondantes, volonté politique forte, capital humain qualifié et environnement géographique favorable. Il reste maintenant à transformer cette opportunité en projet industriel concret, structuré, souverain et durable. « Ce que j’ai vu ici, je ne l’ai jamais vu auparavant en Algérie. Si on garde le cap, l’Algérie a vraiment tout pour devenir un leader africain de la voiture électrique ».

PLUS DE 580 PROJETS TOURISTIQUES EN COURS DE RÉALISATION

Les capacités d’accueil renforcées

Par Réda Hadi

Les pouvoirs publics ont toujours souligné l’importance stratégique qu’ils accordent à la mise en œuvre du programme d’aménagement des zones d’expansion touristique, visant à fournir un foncier adapté pour encourager l’investissement dans ce secteur. À cet effet, plusieurs mesures de soutien ont été mises en place afin de favoriser l’investissement touristique, accroître les capacités d’hébergement, améliorer la qualité des prestations selon les standards internationaux, moderniser la gestion des établissements hôteliers et promouvoir le tourisme à travers les

outils numériques. C’est dans cette optique que, lors d’une conférence organisée en marge de la 56^e édition de la Foire internationale d’Alger (FIA), le directeur de l’investissement touristique au ministère, M. Boukabous Ghoulam Allah, a affirmé que 582 projets touristiques sont actuellement en cours de réalisation. Ces projets en cours, répartis à travers différentes wilayas du pays, devraient permettre la création de près de 70 000 lits supplémentaires. Le responsable a précisé que la mise en service de ces projets portera le nombre de lits de 140 000 actuellement à plus de 210 000 à l’échelle nationale, ajoutant que 145 projets devraient être ré-

ceptionnés au cours de l’année 2025. Le plan actuel de développement du secteur touristique est principalement axé sur la promotion du tourisme local et l’encouragement des investissements dans les stations thermales, ainsi que la réalisation à l’avenir de complexes de thalassothérapie dans chaque wilaya côtière. Par ailleurs, M. Boukabous a salué les efforts déployés par l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) pour accompagner les investisseurs dans la concrétisation de leurs projets sur le terrain, à travers l’octroi de plusieurs facilitations et incitations. De son côté, l’Agence nationale du

foncier touristique (ANFT), chargée de l’aménagement et de la gestion du foncier touristique et de sa mise à la disposition de l’AAPI, a recensé 269 zones touristiques classées à travers le territoire national, dont 60 % situées dans les régions côtières. Parmi ces zones, 81 disposent d’un plan d’aménagement, et 10 seront aménagées dès juillet prochain, ce qui permettra la réalisation de 130 nouveaux projets touristiques, selon les explications fournies par le directeur de l’ANFT, M. Salim Mehnaoui. À cette occasion, plusieurs start-ups ont présenté leurs expériences en matière de promotion de la destination Algérie, en exposant des

solutions innovantes offrant aux touristes algériens une variété de services à des prix compétitifs et adaptés à leurs attentes. Les participants à cette rencontre — parmi lesquels figuraient des représentants de plusieurs secteurs ministériels, des opérateurs économiques et des responsables d’établissements hôteliers — ont également mis en avant les efforts visant à améliorer la rentabilité du secteur touristique, en soulignant notamment l’importance d’inclure une assurance voyage pendant toute la durée des vacances, ainsi que de faciliter l’accès aux crédits pour les opérateurs économiques afin de concrétiser leurs projets.

LE MINISTRE DE L’AGRICULTURE L’A SOULIGNÉ

«L’année 2025 sera celle de la production céréalière par excellence»

Synthèse R E.

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé, jeudi depuis la wilaya de Tébessa que 2025 sera «l’année de la production céréalière par excellence» en Algérie. Il a indiqué dans une déclaration à la presse en marge d’une visite de travail et d’inspection dans des communes de Tébessa, consacrée au suivi de la campagne moissons-battage de la saison agricole 2024-2025 et de la collecte de la production, que l’année en cours sera «marquée par une production abondante des différentes variétés de céréales à travers les wilayas du pays,

dont Tébessa où une production de plus de 1,3 million de quintaux de blé dur, de blé tendre et d’orge, est attendue». Cherfa a attribué la hausse attendue de la production aux «efforts concertés des responsables du secteur et des agriculteurs, ainsi qu’au soutien apporté par l’Etat algérien en matière de régulation des prix des semences et des engrais». Il a souligné, à ce propos, que cette démarche «s’inscrit en droite ligne de l’ambitieux programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à parvenir à l’auto-suffisance en matière de céréales, à mettre fin aux importations et, pour-

quoi pas, exporter à moyen terme». Le ministre a également évoqué la décision interministérielle entre les départements de l’Intérieur, des Finances et de l’Agriculture autour de l’assainissement du foncier agricole qui, a-t-il indiqué, «a permis, depuis le début de cette année, de régulariser 94 litiges relatifs au foncier agricole». Une démarche, a-t-il souligné, qui a favorisé l’obtention, par les agriculteurs, de leurs actes ainsi que les avantages et les aides accordés par l’Etat, et conduit à l’augmentation de la production céréalière, tout en encourageant l’investissement agricole dans les différentes filières. Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la

Pêche avait entamé sa visite à Tébessa par l’inspection du chantier de réalisation d’un dépôt de proximité pour le stockage des céréales, dans la commune d’El Oglia, qui figure parmi les 8 dépôts dont a bénéficié la wilaya pour une capacité totale de 400.000 quintaux. M. Cherfa a insisté, in situ, sur la nécessité de livrer ces installations dans les délais afin de faire face à la production abondante de céréales dans cette wilaya connue pour sa vocation agricole et pastorale, avant de faire savoir que son département «s’emploie à l’étude d’un silo stratégique de grande capacité de stockage».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Installation de la commission de préparation de la Conférence ministérielle africaine prévue novembre prochain à Alger

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a procédé, jeudi à Alger, à l'installation de la commission nationale multi-sectorielle chargée de la préparation de la Conférence ministérielle africaine sur l'industrie pharmaceutique, prévue en novembre prochain à Alger, en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), indique un communiqué du ministère. Lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège du ministère, le ministre a précisé que cette Conférence, première du genre en Algérie et qui sera organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à "mettre en valeur les capacités et le potentiel de l'industrie pharmaceutique en Algérie en particulier, et en Afrique en général". Cet événement verra la participation des ministres de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique, de l'Industrie et du Commerce de plus de 13 Etats africains, ainsi que des organisations régionales et internationales, des partenaires et des experts, en vue d'examiner les moyens de renforcement des politiques nationales de l'industrie pharmaceutique et d'augmentation des capacités de production des médicaments dans le continent africain, afin d'aboutir à des recommandations pratiques dans ce domaine, selon la même source. Cette conférence constituera une opportunité pour présenter les atouts dont dispose l'industrie pharmaceutique algérienne, notamment en matière de production et d'exportation, en se focalisant sur l'importance de fournir des médicaments sûrs, efficaces et de qualité à des prix raisonnables". La rencontre portera également sur les moyens de promotion de l'innovation et de renforcement de l'utilisation de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans les processus de production locale des médicaments et des équipements médicaux, conclut le communiqué.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or recule, affecté par la baisse de la demande refuge

Les prix de l'or ont reculé vendredi à leur plus bas niveau depuis un mois, affectés par la détente des tensions géopolitiques et commerciales, et dans l'attente de nouveaux indicateurs d'inflation aux Etats-Unis. L'or au comptant cédait 1,4?% à 3.282,68 dollars l'once, tandis que les contrats à terme américains perdaient 1,6?% à 3?294,50 dollars. Sur la semaine, le métal jaune a chuté

de plus de 2?%, effaçant 200 dollars depuis son pic d'avril. Selon des analystes, le recul de l'or s'explique par la baisse de la demande de valeur refuge, malgré un dollar en repli. Les autres métaux précieux suivaient la même tendance baissière : l'argent perdait 1,8?% à 35,96 dollars, le platine chutait de 5,9?% à 1.334,63 dollars et le palladium cédait 1,2?% à 1.117,96 dollars.

JIJEL

La réception du complexe Kotama Agrifood dans les prochaines semaines

Le ministre de l'industrie, Sifi Ghrieb a affirmé, vendredi à Jijel que le complexe de trituration de graines oléagineuses et d'extraction d'huiles végétales " Kotama Agrifood ", situé à Bazoul dans la commune de Taher sera réceptionné «dans les prochaines semaines».

« Tous les travaux en cours sont presque terminés et que le complexe sera réceptionné dans les prochaines semaines», a déclaré le ministre à la presse lors de l'inspection des travaux restants dans ce complexe en marge d'une visite de travail qu'il a effectuée dans la wilaya. Il a ajouté dans le même contexte qu'il ne reste «que quelques petites retouches qui, une fois terminées, permettront de livrer le projet et de

le mettre en service», soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune suit personnellement les étapes de l'avancement de la réalisation de cet important projet». M. Sifi a souligné que les responsables du complexe, ses jeunes ingénieurs et cadres diplômés des universités algériennes, ont pu relever le défi et mener à bien le projet, notant qu'il s'agit d'un projet qui «incarne la volonté de l'Etat de relancer les projets qui ont été confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption».

Inspectant les différentes unités du complexe, le ministre de l'Industrie a souligné la «nécessité d'accorder une attention particulière aux normes de sécurité, ainsi que d'assurer un

contrôle adéquat de l'utilisation de la technologie et du système d'automatisation».

Le complexe spécialisé dans l'extraction d'huiles végétales brutes à partir du soja, se compose d'une unité de trituration des graines oléagineuses et d'extraction des huiles végétales brutes, d'une unité de stockage de la matière première (soja) et d'une unité de stockage du produit fini et de commercialisation des huiles. Relevant de Madar Holding, le complexe permettra de couvrir 40 % des besoins nationaux en huiles végétales brutes et 60 % des besoins en tourteau (sous-produit solide obtenus après extraction de l'huile des graines des oléagineux, utilisé pour l'alimentation animale).

ALGÉRIE/ ROYAUME-UNI

Un forum économique pour booster les investissements et la coopération bilatérale

Les perspectives de renforcement du partenariat économique entre l'Algérie et le Royaume-Uni ont été au centre d'un forum, organisé jeudi à Londres, à l'initiative de l'ambassade d'Algérie en collaboration avec le Cabinet britannique "Developing Markets Associates" (DMA).

Placée sous le slogan "l'Algérie ouverte aux affaires", cette rencontre qui vise à stimuler les échanges commerciaux, booster les investissements et la coopération bilatérale, a vu une participation record de près de 200 dirigeants de groupes de différents domaines et spécialités et des opérateurs économiques spécialisés dans l'industrie venus d'Algérie ou basés au Royaume-Uni et du nouveau président du Conseil d'affaires algero-britannique, l'ex-ambassadeur, Martyn Roper. Le Forum a constitué une opportunité idoine pour contribuer à apporter des éclairages et des réponses aux questions des investisseurs, managers et chefs d'entreprises britanniques, ainsi que des Algériens établis au Royaume-Uni et impliqués dans le monde des affaires, sur les multiples mutations économiques que connaît l'Algérie. A l'occasion, les grandes opportunités de partenariat qu'offre le marché algérien, notamment dans les secteurs prioritaires qui tirent sa croissance économique, à savoir : l'agriculture et l'agro-industrie, le tourisme, l'industrie et la production pharmaceutique, les énergies nouvelles et renouvelables, la pêche et les produits halieutiques ainsi que l'exploitation minière, ont été présentées.

Aussi, les multiples réformes économiques initiées ces dernières années dont la loi sur l'investissement et son impact positif sur le climat des affaires en Algérie ont été débattues. D'autres exposés, particulièrement celui du président de la Chambre algérienne de commerce et de l'Industrie (CACI), M. Chakib Kouidri et celui ayant trait aux missions de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), animé par Achraf Laïdi, directeur exécutif d'"International Strategy", ont suscité une grande attention, pour les inestimables informations qu'ils recè-

lent sur l'Algérie et ses grandes possibilités et atouts, mais aussi pour l'image donnée sur l'intérêt grandissant manifesté par les grandes économies mondiales pour le marché algérien.

L'ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid, qui s'est réjoui, dans son allocution de bienvenue, de l'amitié qui lie l'Algérie et le Royaume-Uni et de la volonté affichée par les deux pays de renforcer les rapports de coopération bilatérales, a mis en avant les nouvelles facilitations opérées en faveur des investisseurs

notamment celles douanières visant à encourager les activités commerciales. Ce Forum d'une journée, s'est articulé autour d'une séance plénière de présentations et d'exposés, suivie de trois panels thématiques, portés sur les secteurs de l'industrie pharmaceutique, les finances, l'industrie et l'agroalimentaire. Des rencontres d'affaires B2B entre entrepreneurs et hommes d'affaires venus d'Algérie et ceux représentant des compagnies britanniques ont marqué cet événement.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Juin 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	57	65	50	البطاطا
	Tomate	66	77	55	الطماطم
	Oignon sec	41	48	34	البصل الجاف
	Ail vert	210	232	188	الثوم الخضراء
	Carotte	89	100	78	الجزر
	Navet	88	99	77	لفت
	Poivron	102	115	89	الفلفل الاخضر
	Piment	126	141	110	الفلفل الحار
	Courgette	80	93	68	الكوسة
	Haricot vert	189	211	167	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	101	113	89	الخس
Fruits frais	Pomme locale	417	487	348	تفاح المحلي
	Datte	575	702	448	التمر
	Banane	425	435	413	الموز
	Melon	119	135	103	البطيخ الاصفر
	Pastèque	89	103	74	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1755	1893	1614	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	418	431	405	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	440,00	420,00	-4,55	-0,68	-0,55	8,10	7,14	3500	1 470 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 425,00	1430,00	0,35	0,59	1,43	0,00	-	10577	15 125 110,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,73	4,04	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,04	1,28	12,09	5,44	2150	4 942 850,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,45	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-3,01	2,03	-	100	40 500,00

56^e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Forte affluence de visiteurs au pavillon du MDN

Le pavillon du ministère de la Défense nationale (MDN), à l’occasion de la 56^e Foire internationale d'Alger (FIA), a connu une forte affluence de visiteurs tout au long de l’exposition, clôturée hier samedi. De nombreux visiteurs sont en effet venus découvrir les derniers produits de l’industrie militaire nationale, reflétant le haut niveau de professionnalisme atteint, notamment dans les domaines de la mécanique, de l’électronique et des technologies modernes.

Synthèse Sirine R

Lors de cette manifestation économique internationale, inaugurée lundi dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le MDN participe à cette manifestation économique internationale, avec 21 unités de production relevant des Commandements des forces maritimes et des forces aériennes, ainsi que du département Transmissions et Systèmes de commandement-contrôle, la Direction centrale du matériel, la Direction de l'industrie militaire et l'Institut national de cartographie et de télé-détection. Dès les premières heures d'ouverture de cette Foire, les visiteurs ont commencé à affluer vers le pavillon pour découvrir les différents produits de l'industrie militaire, à l'instar de ceux du Groupe de promotion des industries mécaniques de la 5e région militaire à Constantine, les véhicules militaires blindés tels que le véhicule de reconnaissance blindé "Fox" et le véhicule de transport de troupes blindé "Nimer". De nombreux visiteurs venus des différentes régions du pays, se sont dits fiers de ces produits qui reflètent le haut niveau de professionnalisme atteint par l'ANP. L'espace réservé au Commandement des forces marines a vu également une affluence notable des visiteurs, notamment des jeunes désirant rejoindre cette ar-

mée, à l'instar de Faouzi Kouassa, originaire de Jijel, qui a déclaré être venu visiter ce pavillon en vue d'en savoir plus sur les forces marines afin de rejoindre ses rangs à l'avenir. De son côté, le pavillon réservé au Commandement des forces aériennes a connu une forte affluence, à l'instar de l'Etablissement de construction aéronautique, «Chahid Boumedal Abed» à Oran (2e région militaire), qui fabrique et assure la maintenance de différents types d'avions, notamment ceux destinés à la formation militaire et civile, ce qui reflète les progrès considérables réalisés dans le processus de modernisation de l'ANP et son adaptation aux nouvelles technologies. L'Etablissement de développement et de production des systèmes de technologies avancées (EDPSTA) relevant de la 1ère région militaire, met en avant la contribution de l'ANP à l'enrichissement de la production économique et industrielle nationale et à la satisfaction des besoins des institutions de l'Etat dans les domaines inhérents, en assurant une série de tâches stratégiques sensibles telles que les levés topographiques, selon les explications fournis sur place. De son côté, l'Etablissement de plate-forme de systèmes électronique de Sidi Bel Abbès, a suscité un vif intérêt de la part des visiteurs, qui ont exprimé leur admiration pour ses activités, notamment la défense par les systèmes électro-

niques et la fabrication d'équipements et de fournitures de haute qualité conformes aux normes internationales. Par ailleurs, l'espace consacré au Département des transmissions et des systèmes de commandement-contrôle a connu à son tour une affluence notable des visiteurs curieux de connaître les derniers équipements en informatique et technologies modernes, à l'instar de l'Etablissement central de rénovation du matériel des transmissions relevant de la 1e Région militaire et l'Etablissement de câblerie qui a réalisé un grand succès dans l'industrie de la fibre optique. Le même intérêt a été exprimé par les visiteurs du Centre d'ingénierie et de développement en mécanique et électronique qui propose des solutions adéquates aux différentes problématiques dans la vie économique, à travers des études de faisabilité, le contrôle de la qualité et l'étalonnage des différents instruments de mesure. Les visiteurs de la Foire internationale d'Alger ont également pris connaissance des réalisations des autres entreprises de l'ANP, à l'instar de l'Etablissement de réalisation des systèmes de vidéo-surveillance et l'Etablissement de construction mécanique de Khenchela, ce qui leur a permis de s'enquérir des efforts déployés par le MDN et du Haut commandement de l'ANP pour le développement d'une base industrielle forte et durable.

INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Les opérateurs omanais manifestent un vif intérêt

Par R E.

Des représentants de sociétés omanaises participant à la 56e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) ont manifesté un vif intérêt pour investir en Algérie, séduits par les opportunités "prometteuses" qu'elle offre dans différents domaines, d'autant plus qu'elle représente "une importante plateforme" pour accéder aux marchés africain et européen. Approchés par l'APS, plusieurs représentants de sociétés omanaises ont affirmé vouloir nouer des partenariats fructueux avec les opérateurs économiques algériens dans plusieurs secteurs, saluant le climat d'investissement en Algérie, qui offre plusieurs facilitations et incitations aux investisseurs. Depuis l'ouverture de la FIA, qui se tient du 23 au 28 juin au Palais des expositions (Pins maritimes - Alger), à laquelle le Sultanat d'Oman participe en tant qu'invité d'honneur, les sociétés omanaises ont réussi à établir des contacts avec des opérateurs économiques algériens dans le but de sceller des partenariats. Le pavillon du Sultanat d'Oman a connu une affluence notable des visiteurs. Dans ce cadre, le vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oman (OCCI), Ibrahim bin Hamad Al-Hinai, a souligné que la participation d'une soixantaine de sociétés omanaises activant dans différents domaines, témoigne de "la volonté de renforcer la coopération économique entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman", rappelant que cette "importante" participation vient concrétiser les résultats des visites de haut niveau échangées entre les deux pays au cours de ces derniers mois. Selon lui, la FIA a permis aux opérateurs omanais d'ex-

plorer le climat d'investissement en Algérie et de découvrir ses opportunités prometteuses, ajoutant que plusieurs accords de coopération et mémorandums d'entente devaient être signés entre les entreprises des deux pays. Pour Ahmed Bin Abdullah Al-Abdali, représentant de la société Innovations agricoles pour la production d'engrais, le marché algérien se révèle particulièrement "prometteur" dans le domaine agricole. "La foire nous a offert l'occasion d'établir des contacts avec nombre d'opérateurs algériens, en vue d'accéder au marché algérien et d'œuvrer à l'établissement d'une usine dans le pays à l'avenir. M. Saeed Hamed Fadil Al-Kathiri, directeur exécutif de la société "Al Muqqadima", spécialisée dans la fabrication d'armoires de distribution électrique, a, quant à lui, souligné que la société a demandé d'obtenir assiette foncière en Algérie pour y implanter un projet d'investissement, afin de profiter des opportunités existantes dans le pays, en particulier les projets électriques qui connaissent une croissance significative. Il a salué les facilitations et incitations offertes par l'Algérie aux investisseurs, notant que le climat d'investissement dans le pays les a encouragés à accéder au marché algérien. De son côté, le directeur exécutif de la société "Sohar Sulphur Fertilizers" (SSF), Abdelhakim Ahmed Al-Qasimi, a précisé que sa société, qui exporte vers plus de 27 pays, envisage d'ouvrir une usine en Algérie en collaboration avec des partenaires locaux. Selon lui, ce projet permettra le transfert de technologie de la production de ce type d'engrais, qui contribue à réduire la salinité des sols et les coûts de production, notamment dans les zones désertiques, où l'Algérie a

lancé des investissements agricoles stratégiques. De son côté, le représentant de la société Oman Aluminium Processing industries (OAPIL), Badr Al-Jabri, a exprimé l'intérêt de son entreprise pour accéder au marché algérien et s'étendre ensuite vers d'autres marchés européen et africain. "Nos produits, dont des fils d'aluminium de différents diamètres et des câbles électriques sont exportés vers plus de 40 pays", a-t-il dit. Dans le secteur de la sidérurgie, le directeur marketing de la société "Jazeera Steel", Saïd Hamad Al-Jahouri, a souligné qu'avec les grands chantiers en cours en Algérie, cette dernière représente une destination de choix, offrant un accès aux marchés européen et africain". Il a exprimé la volonté de son entreprise d'y investir, attirée par les nombreux avantages accordés aux investisseurs". Le représentant de la société "Jindal Steel Sohar", Sami Khamis Saïd Al-Risi, a affirmé que "des discussions sérieuses sont en cours lancer un projet d'investissement en Algérie". "Nous espérons entamer bientôt la concrétisation de ce projet", a-t-il souhaité. La société "Oman National Tea Company", a, quant à elle, compte profiter de sa participation à la FIA pour introduire ses produits sur le marché algérien, a fait savoir la directrice marketing de l'entreprise, Rouya Bint Khalafan Bin Sulaiman. Par ailleurs, les responsables du pavillon omanais ont manifesté leur intérêt pour le volet touristique: Omar Bin Mohsen Fadhil, chef du département de développement des produits touristiques au ministère omanais du Patrimoine et du Tourisme, a mis en avant les efforts visant à renforcer les partenariats et les échanges de visites dans le domaine touristique.

EXPLORATIONS PÉTROLIÈRES ET MINIÈRES

Le renforcement de la coopération avec la compagnie russe GEOTECH examiné

Par R E.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, jeudi à Alger, le président de la compagnie russe GEOTECH, spécialisée en géophysique pétrolière et minière, Roman Panov, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération et le partenariat dans le domaine de la recherche et de l'exploration dans les secteurs du pétrole et des mines, à travers des projets "prometteurs", en collaboration notamment avec les sociétés Sonatrach et Sonaream, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les représentants de GEOTECH ont présenté deux exposés techniques détaillés: le premier portant sur les capacités techniques de la compagnie en matière de recherche et d'exploration dans le secteur des hydrocarbures, onshore et offshore, à travers l'utilisation de techniques d'analyse géophysique et de balayage sismique de pointe. Le second exposé a évoqué les activités d'exploration minière profonde, la réalisation des cartes géologiques, la photographie 3D des formations terrestres, le développement de solutions avancées pour l'analyse des échantillons géologiques, ainsi que la conception d'équipements spécialisés dans la collecte des données sismiques. A cette occasion, M. Arkab a souligné l'importance de "l'approche coopérative qui s'inscrit en droite ligne dans la vision de l'Algérie visant à intensifier les efforts d'exploration et d'exploitation des ressources nationales, tant dans le domaine des hydrocarbures que dans les ressources minérales, mettant en avant les atouts naturels importants dont dispose l'Algérie. Le ministère, à travers ses établissements et organismes, soutient toutes les initiatives technologiques et les partenariats fondés sur l'innovation, le transfert de connaissances et l'analyse précise des données géo-scientifiques, a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Panov a exprimé l'intérêt de son entreprise à élargir sa coopération avec l'Algérie, au regard des grandes opportunités d'investissement offertes sur le marché algérien, et souligné l'engagement de GEOTECH en matière de transfert de technologies et de formation des compétences locales, mettant en avant l'expertise de l'entreprise acquise durant plus de 30 ans dans le domaine de la géophysique, et sa participation à des mégaprojets en Russie, en Asie centrale et au Moyen-Orient.

BEJAIA

Plus de 200 jeunes participent à un Colloque sur la biodiversité à Melbou

Plus de 200 jeunes, issus de toutes les régions du pays prennent part à un Colloque national consacré à la biodiversité et à la protection de l'environnement, ouvert vendredi à Melbou (Bejaia), avec l'objectif de faire un état des lieux et d'évaluer les politiques au sein des collectivités locales. Organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), l'évènement entend donner l'occasion à tous les participants de partager leurs expériences sur les écosystèmes et d'échanger sur les espaces naturels protégés et les moyens mis en œuvre pour ce faire. Les débats, ouverts à tous, ont donné l'occasion aux intervenants d'aborder toutes les questions s'y rapportant, allant des aires marines protégées à la désertification, en passant par les déchets non contrôlés. Du reste, dans un souci pédagogique, plusieurs groupes ont été conviés à des visites de terrain dans la région de Bejaia, réservées à la découverte de sites et milieux naturels certes, mais surtout prendre connaissances des initiatives locales en matière de prévention de la biodiversité. Etalée sur deux jours, la rencontre, conçue en séances d'échanges et débats, encadrées par des experts en environnement, est programmée pour rendre, à terme, une série de recommandations, allant du sens de l'amélioration de la politique nationale de protection de l'environnement.

TIZI-OUZOU/LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Un plan pour mobiliser les ressources hydriques nécessaires

Un dispositif multisectoriel de lutte contre les feux de forêt durant la saison estivale a été mis à la disposition de la Protection civile et des services des forêts à travers la wilaya Tizi-Ouzou, indique un document de la direction locale de l'Hydraulique.

Ce dispositif contient l'état, la localisation et les caractéristiques des 75 retenues collinaires au niveau de la wilaya, les 4 petits barrages ainsi que le barrage de Taksebt avec leurs localisations et leurs capacités ainsi que la liste des réservoirs et châteaux d'eau à travers la wilaya. Un plan Orsec comprenant un plan de communication entre les différents acteurs intervenant dans la lutte contre les feux de forêt, l'Algérienne des eaux (ADE), l'Office national d'assainissement (ONA) est, également, élaboré et mis à leur disposition. De son côté, et dans le même sillage, l'Unité locale de l'ADE, indique qu'un plan d'action contre les feux de forêt est aussi mis en place avec la mobilisation de 17 camions citernes d'une capacité totale de 127 M3 ainsi que l'installation de 53 bouches d'incendies à travers les communes de la wilaya. L'ADE fait savoir, par ailleurs, avoir mis en œuvre un plan d'action de mobilisation des ressources hydriques durant cette saison estivale à travers l'ensemble des communes de la wilaya. Ce plan d'action, est-il indiqué, touche la mobilisation de la res-



source et sa distribution durant cette saison des chaleurs qui se caractérise par une forte consommation de cette ressource vitale. Bien avant le début de la saison, une campagne de nettoyage et de désinfection de quasiment l'ensemble des réservoirs ainsi que plusieurs opérations de réhabilitation des réseaux d'adduction et de distribution dans le but d'éliminer le maximum de points noirs à l'origine de perturbations et déperditions a été menée.

Il a été, également, procédé au réaménagement des fréquences de distribution des zones côtières de la wilaya destinées à recevoir une population importante lors de cette période d'été. Aussi, et pour garder l'ensemble des ouvrages de production opérationnels à plein temps, il a été procédé à leur approvisionnement en pièces de rechange en tous genres et en groupe électrogènes de secours afin d'éviter les arrêts prolongés en cas de panne, est-il souligné.

BOUIRA

31 wilayas participent au 1^{er} Festival national du sel naturel à Thamellaht

Trente-une (31) wilayas participent à la 1^{ère} édition du Festival national du sel naturel qui s'est ouvert vendredi à Thamellaht (Ahnif) à Bouira, avec au programme des expositions, des randonnées pédestres et des séances de formation sur l'extraction du sel. Cette première édition organisée dans le cadre de la Journée nationale du tourisme (25 juin), et qui se poursuivra samedi, enregistre une participation de 200 personnes représentant 31 wilayas, dont Bouira,

Souk Ahras, Alger, Khenchela, Médéa, Jijel et Annaba, ainsi que Tlemcen, a indiqué à l'APS la directrice du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya, Mme. Samira Moumen. Le premier jour de la manifestation a été consacré à l'initiation d'artisans (hommes et femmes) à l'extraction du sel, dans l'objectif de faire connaître cette activité artisanale (exercée autrefois par certaines familles de la région) et promouvoir les métiers traditionnels

en voie de disparition, selon Mme. Moumen. Le programme inclut également des expositions de produits artisanaux et des espaces dédiés à la vente de produits de soins corporels à base du sel naturel, des ateliers de travail, et un concours du meilleur plat traditionnel. Des randonnées pédestres, des soirées artistiques, des activités sportives et d'autres pour enfants, sont aussi prévues à l'occasion. Des représentants des différents

secteurs concernés, dont les services des forêts, l'Assemblée populaire communale d'Ahnif, la Daira de M'Chedallah, la direction de la jeunesse et de sport, la Protection civile, prennent part à cette manifestation touristique et culturelle qu'abrite "Thamellaht", qui tire son nom du mot "melh" (sel), en raison de la présence de cette substance dans la région, selon les explications de la directrice du Tourisme et de l'Artisanat.

MOSTAGANEM

Mise en service de quatre projets touristiques et hôteliers

Quatre projets touristiques et hôteliers ont été mis en service, mercredi dans la wilaya de Mostaganem, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du tourisme, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le Secrétaire général de la wilaya de Mostaganem, Ahmed Menasri, a inauguré, aujourd'hui, le projet d'aménagement du front de mer de la plage « Le petit port », dans la commune de Sidi Lakhdar, pour un montant de 35 millions de dinars. Les travaux, qui ont duré trois mois,

ont permis d'améliorer les infrastructures, d'aménager les quais, d'installer l'éclairage public et divers espaces de détente et de promenade, transformant ainsi le site en un espace touristique intégré, ajoute la même source. Dans la commune de Fornaka, le même responsable a inauguré la plage « Sidi Mansour 2 », qui a également bénéficié d'un important aménagement d'une valeur de 28 millions de dinars, comprenant le revêtement des voies d'accès internes, la création de passages pour piétons et l'installation d'un éclairage public pour accueillir

les estivants dans de bonnes conditions. Dans la zone d'expansion touristique des Sablettes (commune de Mazargan), une nouvelle résidence hôtelière, appartenant à un opérateur privé, est entrée en service. Elle dispose d'une capacité de 190 lits et 65 appartements hôteliers répondant aux normes modernes, selon la même source. Ce projet classé 3 étoiles a pu bénéficier des mesures exceptionnelles décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concer-

nant la levée des obstacles administratifs pesant sur les projets d'investissement en suspens. Par ailleurs, M. Menasri a également inauguré le front de mer de « Les Rochers » dans le quartier de Salamandre, après une opération de réhabilitation d'envergure touchant les infrastructures et divers équipements de base. Ce site est, désormais, un lieu touristique attractif, situé à proximité du port de pêche et de plaisance, ainsi que du front de mer « Ahmed Ben Bella ».

Comment les terres rares sont devenues l’arme économique suprême pour la Chine

En détenant environ 70% de la production mondiale de ces métaux stratégiques, le pays de Xi Jinping peut aisément jouer cette carte, offensivement et défensivement, dans ses négociations commerciales avec le monde entier. Donald Trump peut en témoigner.

Par Richard Arzt

La Chine est le principal pays producteur des ressources minières appelées communément «terres rares». C'est un réel atout dans l'affrontement commercial qui l'oppose aux États-Unis de Donald Trump. C'est aussi la possibilité d'utiliser ces métaux stratégiques au mieux des intérêts chinois. Environ 70% de la production minière mondiale de terres rares est assuré par la Chine, qui en raffine 99%. Il a suffi qu'en avril dernier, Pékin décide de limiter fortement les exportations de terres rares, pour que les très nombreuses industries occidentales redoutent d'être obligées de réduire leur production. Le secteur automobile s'est particulièrement inquiété. Les usines Ford aux États-Unis, BMW en Allemagne ou Toyota au Japon ont même commencé à envisager de mettre une partie de leurs ouvriers au chômage technique. Si bien que la rencontre sino-américaine qui s'est déroulée à Londres, les 9 et 10 juin, a largement porté sur l'approvisionnement en terres rares. Donald Trump, qui avait abordé la question lors d'un entretien téléphonique qu'il a eu avec Xi Jinping le 5 juin, s'est félicité d'avoir trouvé un accord commercial global avec la Chine et plus particulièrement sur ce sujet des ressources minières. «Les terres rares nécessaires seront fournies, a déclaré le président états-unien, le 11 juin. Le président Xi [Jinping] et moi-même allons travailler étroitement pour ouvrir la Chine au commerce américain. Ce sera une grande victoire pour nos deux pays!»

Un point de chantage dans la guerre commerciale sino-américaine

En avril, le conflit commercial s'était intensifié quand les États-Unis avaient annoncé des droits de douanes de 145% sur les importations en provenance de Chine. Ce à quoi la Chine avait répliqué par des surtaxes à 125% sur les produits venant des États-Unis. Des discussions menées à Genève, les 10 et 11 mai, ont abouti à une trêve de quatre-vingt-dix jours, pendant lesquels les deux pays ont accepté de réduire les droits de douanes qu'ils menaçaient de s'imposer. Pour autant, les motifs de conflits ont persisté. Les États-Unis restent décidés à restreindre les achats de semi-conducteurs chinois et menacent de sanctions les entreprises ou les pays qui utiliseraient des puces de l'entreprise chinoise Huawei. Ce à quoi, la réponse de Pékin a été de freiner les exportations chinoises de terres rares. Pour ce qui en a été dévoilé, l'accord intervenu à Londres indique que la Chine livrera des terres rares aux États-Unis et, qu'en échange, des étudiants chinois pourront venir étudier dans les universités américaines. Le vice-Premier ministre He Lifeng, qui dirigeait la délégation chinoise dans la capitale britannique, a considéré en sortant de cette rencontre que la Chine et les États-Unis «doivent désormais continuer à élargir leurs consensus, réduire les malentendus et renforcer la coopération». Ce qui pourrait être un chantier considérable, notamment en raison de la mainmise chinoise sur les terres rares.

Le poids énorme de la Chine sur la production mondiale

Ces terres rares sont aujourd'hui des composants cruciaux pour de nombreuses industries qui reposent sur des nouvelles technologies. Outre l'automobile, où elles participent notamment au fonctionnement des essuie-glaces ou aux mécanismes de freinage, elles entrent dans l'équipement des smartphones, des éoliennes, des radars ou encore, sur le plan militaire, dans la conception des satellites et des missiles. Les terres rares sont plus répandues que leur nom ne pourrait le laisser croire. À l'origine, ce sont des éléments métalliques accrochés en faible quantité dans des gisements rocheux. Les retirer est un travail méticuleux et polluant. Il existe précisément dix-sept sortes de terres rares appelées lanthane (La), cérium (Ce), praséodyme (Pr), néodyme (Nd), prométhium (Pm), samarium (Sm), europium (Eu), gadolinium (Gd), terbium (Tb), dysprosium (Dy), holmium (Ho), erbium (Er), thulium (Tm), ytterbium (Yb), lutécium (Lu), yttrium (Y) et scandium (Sc). Certaines de ces terres rares, comme le néodyme s'il est associé à du fer, développent une force magnétique considérable. Si on y ajoute du terbium, du dysprosium ou d'autres métaux rares, la résistance à la chaleur et le magnétisme deviennent particulièrement forts. Ce genre d'alliage entre alors dans la catégorie des aimants permanents, dont la Chine détient le monopole de la production mondiale, à hauteur de 90% d'après Le Monde. Il y a une cinquantaine d'années, la mine américaine de Mountain Pass, localisée dans le sud-est de la Californie, exploitait un tiers de la production mondiale des terres rares. Mais en 1986, la Chine a décidé de prendre la tête de l'extraction de ces métaux. En 1992, Deng Xiaoping qui était alors l'homme fort du régime chinois, avait proclamé: «Le Moyen-Orient a le pétrole, la Chine a des terres rares.» De fait, actuellement, le plus grand gisement au monde se trouve à Bayan Obo, en Mongolie-Intérieure, dans le nord de la Chine. Il y en a d'autres dans plusieurs provinces chinoises comme le Guangdong et le Jiangxi (dans le sud-est du pays). Pour lancer la production de ces métaux stratégiques, Pékin a décidé de la subventionner massivement, ce qui l'a rendue fortement concurrentielle sur le marché international. Ainsi, la mine de Mountain Pass a dû momentanément fermer ses portes en 2002 et les pays qui exploitaient des terres rares ont préféré laisser la place aux productions chinoises. Elles n'étaient pas chères du fait des salaires peu élevés des mineurs chinois. De plus, en Occident, on commençait à se préoccuper des risques sanitaires qui accompagnent l'exploitation des terres rares. Tandis qu'en Chine, la pollution massive provoquée par ces extractions n'était guère prise en compte, pas plus que le taux important de cancers constaté chez les ouvriers travaillant sur ces chantiers. Il est possible que dans la Chine d'aujourd'hui, davantage de précautions soient prises dans ce domaine.

Au fil des années, des nouvelles technologies ont pris une importance grandissante dans l'industrie mondiale, renforçant de fait l'utilité des terres rares et amenant la Chine

Le monde entier suspendu à la gestion chinoise des terres rares

à en adapter la gestion. Les exportations chinoises annuelles qui étaient d'environ 65.600 tonnes en 2005, ont été réduites à près de 30.200 tonnes en 2010. De plus, depuis cette date, toute exportation de terres rares par une province chinoise doit être strictement autorisée. Le résultat est qu'en 2011, le prix des terres rares à l'international a augmenté de 300% par rapport à 2008! En mars 2012, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont porté plainte contre la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), arguant que son attitude à propos des terres rares constituait une distorsion de concurrence. Deux ans plus tard, l'OMC a jugé que la Chine était en tort et Pékin a retiré ses quotas d'exportation au début de l'année 2015. Parallèlement, dans cette période, la Chine a pris en main de nombreux gisements de terres rares existant en Afrique. Aussi, bien qu'elle ne possède qu'environ 40% des réserves de terres rares, la Chine dispose désormais de près de 70% de la production mondiale. Tout aurait pu en rester là. Mais, lorsqu'au début du mois d'avril 2025, Donald Trump a annoncé des droits de douane particulièrement élevés pour la Chine, Pékin a immédiatement répliqué en ajoutant sept métaux de terres rares à la liste chinoise des produits soumis à une licence d'exportation: le samarium, le gadolinium, le terbium, le dysprosium, le lutétium, le scandium et l'yttrium. Pour chacun, la procédure d'obtention de licence devra prendre de deux à trois mois. De plus, le ministère chinois du Commerce et l'Administration générale des douanes ont annoncé des mesures de contrôle des exportations sur les produits liés à des terres rares. À partir d'avril, les contrôles de la douane chinoise ont été grandement renforcés sur les ventes de terres rares à l'étranger. Des procédures d'exportation particulièrement lentes et méticuleuses ont été mises en place. Et ceci, pas seulement pour les ventes aux États-Unis, mais pour l'ensemble du monde.

Nouvelles règles d'un côté, inquiétudes de l'autre

Par ailleurs, en contrôlant les ventes de terres rares, la Chine veut limiter leurs possibles usages militaires. Il s'agit de «mieux sauvegarder les intérêts nationaux de la Chine, ainsi qu'à respecter ses obligations internationales en matière de non-prolifération et autres obligations internationales», a précisé le ministère du Commerce, le 4 avril. L'Association chinoise de l'industrie des métaux non ferreux ajoute que tout cela témoigne de «l'engagement résolu de la Chine en faveur de la paix et la sécurité mondiales». C'est pourquoi, la Chine a décidé de «renforcer l'examen et l'approbation des demandes [...] de terres rares», comme l'a annoncé He Yadong, un porte-parole du ministère chinois du Commerce, le 12 juin. Celui-ci a tenu à insister sur le double usage, civil et militaire, que peuvent avoir les produits liés aux terres rares. Donc leurs licences d'exportation doivent «prendre pleinement en compte les demandes raisonnables et les préoccupations des différents pays à des fins civiles». En tant que principal détenteur de terres rares, la Chine entend ainsi avoir un regard sur l'usage qu'en font les pays qui lui en achètent. Aussi, les douanes chinoises exigent-elles de

toute entreprise acheteuse un grand nombre d'informations commerciales sur l'utilisation qu'elle veut en faire. Nombre de responsables d'entreprises occidentales estiment que les formulaires à remplir frôlent l'atteinte à la propriété intellectuelle. Le 9 juin, l'agence de presse officielle Xinhua expliquait que l'objectif est de réglementer les exportations et a dénoncé «le battage médiatique trompeur de certains médias occidentaux», qui disent craindre un contrôle excessif des exportations chinoises de terres rares. «Plutôt que de céder [...] aux fausses idées selon lesquelles les terres rares seraient une “arme stratégique”, il serait plus constructif pour l'Occident de s'attacher à comprendre et à s'adapter aux nouvelles mesures chinoises», intime même l'agence de presse chinoise. Du point de vue de Pékin, il ne faudrait pas que certains pays s'inquiètent exagérément de l'orientation donnée par la Chine à ses exportations de terres rares. Si l'Union européenne (UE) a des inquiétudes, le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, a assuré que la Chine est disposée à mettre en place une communication régulière avec elle. Début juin, il a tenu à indiquer que «la réglementation chinoise sur les terres rares est une décision prudente fondée sur [...] la nécessité pour [la Chine] de développer son industrie de manière durable et sur ses responsabilités en tant que grande puissance». Après quoi, le ministère du chinois du Commerce a proposé d'instaurer un «canal vert», afin de faciliter les exportations de terres rares vers l'UE. Wang Wentao a abordé cette proposition, lors d'une rencontre avec le commissaire européen chargé du Commerce et de la Sécurité économique, Maroš Šefčovič, le 3 juin à Paris. Rien de tel n'a été annoncé à Pékin pour la vente de terres rares aux États-Unis.

Les terres rares, une arme et un bouclier pour la Chine

Les terres rares permettent à la Chine d'indiquer que l'industrie du monde moderne dépend largement d'elle. Et, à Pékin, le Parti communiste chinois est fermement décidé à tirer parti de la position de force que lui donne la domination sur ces métaux. Il faudra de nombreuses années pour que des mines de terres rares qui réapparaissent dans le monde –comme c'est le cas pour la mine de Mountain Pass en Californie– soient rentables au point de rendre moins nécessaire l'accès à la production chinoise. De même, trouver d'autres solutions techniques dans les domaines où les terres rares sont aujourd'hui utilisées a peu de chances d'être immédiat. Il est donc probable que les terres rares vont rester, pour les dirigeants chinois, une arme économique particulièrement utile. Ils ont observé avec une évidente inquiétude l'intervention américaine lancée contre les installations nucléaires iraniennes et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur l'approvisionnement en pétrole de la Chine. Mais, à Pékin, on estime que l'industrie des États-Unis, comme celle de beaucoup d'autres pays, a besoin des terres rares chinoises. Elles apparaissent comme un bouclier que la Chine ne devrait pas manquer de brandir dans les années qui viennent.

Source : Slate.fr , Édité par Émile Vaizand – 26 juin 2025 à 6h55

EGYPTE

Le Caire relance l'approvisionnement en gaz naturel destiné à l'industrie

Le ministre du Pétrole et des Ressources Minérales, Karim Badawi, a annoncé, jeudi 26 juin, la reprise progressive des approvisionnements en gaz naturel destiné au secteur industriel, selon un communiqué publié par le ministère sur sa page officielle. L'approvisionnement en gaz avait été perturbé en raison notamment de la guerre israélo-iranienne. Badawi s'est rendu jeudi au centre de contrôle du Réseau national de gaz naturel au Nouveau Caire pour superviser le redémarrage des opérations d'approvisionnement. «L'approvisionnement reprendra graduellement et de manière régulière afin d'assurer les besoins de l'industrie et surtout des centrales électriques », affirme le communiqué. Le ministre a insisté sur l'importance d'assurer un approvisionnement régulier des centrales électriques durant l'été ou la consommation augmente habituellement en raison de la chaleur. Le premier ministre, Mostafa Madbouly, avait affirmé mercredi que l'approvisionnement en gaz naturel de certaines usines reprendrait vendredi. La reprise des approvisionnements en gaz naturel intervient après le retour des livraisons de gaz israélien, interrompues après la suspension par Israël de l'exploitation du champ gazier de Leviathan (le plus grand d'Israël) en raison de la guerre contre l'Iran.

LORS D'UNE ÉMISSION DE SUKUK EN JUIN

L'Arabie saoudite lève 628 millions de dollars

Le Centre national de gestion de la dette de l'Arabie saoudite a terminé son émission de juin dans le cadre du programme de sukuk du gouvernement libellé en riyal, levant 2,355 milliards de SR (628 millions de dollars).

Ce chiffre représente une baisse de 42 % par rapport aux 4,08 milliards de SR du mois de mai, qui était le total mensuel le plus élevé enregistré cette année. Cette baisse reflète les fluctuations habituelles de l'activité mensuelle de financement du gouvernement. L'offre de juin a été divisée en cinq tranches. La première, d'un montant de 25 millions de SR, arrivera à échéance en 2027. La deuxième, d'un montant total de 1,175 milliard de SR, arrivera à échéance en 2029. La troisième tranche, d'un montant de 500 millions de SR, arrivera à échéance en 2032. La quatrième tranche s'élevait à 5 millions de SR et arrivera à échéance en 2036, tandis que la cinquième et dernière tranche atteignait 650 millions de SR et arrivera à échéance en 2039. Les sukuk, dont la structure est

conforme aux principes de la finance islamique, offrent aux investisseurs des rendements générés par des actifs tangibles ou des projets, plutôt que des paiements d'intérêts traditionnels. Ces instruments continuent de susciter une forte demande de la part d'investisseurs à la recherche de rendements stables et conformes à la charia. Malgré la baisse d'un mois sur l'autre, les dernières émissions soulignent les efforts de l'Arabie saoudite pour diversifier sa base de financement et développer le marché intérieur de la dette. La NDMC a maintenu un rythme régulier d'émissions mensuelles cette année, dont 3,72 milliards de SR en janvier, 3,07 milliards de SR en février, 2,64 milliards de SR en mars et 4,08 milliards de SR en mai. L'Arabie saoudite reste en tête des pays du Conseil de coopération du Golfe en

matière de sukuk et d'obligations. Au premier trimestre 2025, le Royaume a représenté plus de 60 % de toutes les émissions de dette primaire dans la région, levant 31,01 milliards de dollars en 41 offres, selon le Centre financier du Koweït, connu sous le nom de Markaz. Dans une perspective plus large, S&P Global a souligné que l'expansion de l'économie non pétrolière de l'Arabie saoudite et la forte activité des sukuk sont les principaux moteurs de la croissance de la finance islamique mondiale. L'agence prévoit que le total des émissions de sukuk pourrait atteindre entre 190 et 200 milliards de dollars en 2025, avec jusqu'à 80 milliards de dollars d'émissions en devises étrangères, en supposant que les conditions du marché soient stables.

TUNISIE – CHINE

Vers un partenariat stratégique au service du développement économique

La relation bilatérale entre la Tunisie et la Chine connaît une phase d'accélération sans précédent, illustrée par plusieurs accords stratégiques. Cette dynamique, qui touche simultanément les secteurs de la santé, du sport et de l'industrie, témoigne d'une volonté mutuelle de construire un partenariat global et durable. Sous cet angle, la Tunisie est de plus en plus mobilisée pour dynamiser la coopération économique avec la Chine.

Le ministre de l'Économie achève aujourd'hui vendredi 27 juin 2025 à Pékin sa participation aux assemblées annuelles de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures. Samir Abdelhafidh a rencontré à Pékin des responsables de plusieurs institutions financières chinoises. Lors de ses rencontres avec les Vice-présidents de l'Agence Chinoise de Coopération Internationale pour le Développement, de la Banque d'Im-

port-Export de Chine et de la Banque de Développement de Chine, Samir Abdelhafidh a exprimé le souhait ardent de la Tunisie d'accélérer les délais d'exécution des travaux du Stade Olympique d'El Menzah et la Cité Médicale Aghlabides de Kairouan et de financer de nouveaux projets de développement, en particulier dans des secteurs prioritaires comme les infrastructures, l'eau, le transport, la santé et les énergies renouvelables.

L'accent a également été mis sur les moyens de tirer profit des mécanismes financiers et techniques disponibles au sein de ces institutions afin de soutenir les efforts de développement en Tunisie et d'encourager des entreprises chinoises à étendre leurs activités en Tunisie, tirant parti des avantages comparatifs offerts par le pays, ainsi que de fournir un appui financier et technique aux PME tunisiennes. Par ailleurs, des hommes d'af-

aires et des investisseurs chinois ont exprimé leur volonté d'élargir leurs activités en Tunisie et de mieux connaître les opportunités d'investissement qu'elle offre. Ils sont actifs notamment dans les secteurs des énergies alternatives, des mines, des industries pharmaceutiques et chimiques, des infrastructures et de l'eau. Ce groupe d'investisseurs a été reçu, à la résidence de l'ambassadeur de Tunisie à Pékin, par le ministre de l'Économie Samir Abdelhafidh.

MAURITANIE

La Banque ShafDB accorde un financement de 15 millions de dollars à la BMI

Une banque multilatérale de développement panafricaine engagée dans le financement et la promotion du logement, des infrastructures urbaines et connexes, a signé un accord de prêt de 15 millions USD avec la Banque Mauritanienne de l'Investissement (BMI) afin de financer des projets de logements abordables. Cette transaction s'inscrit dans la stratégie de la ShafDB visant à promouvoir l'accès à un logement décent pour les populations à revenu faible et intermédiaire en Afrique, et permettra de renforcer l'écosystème mauritanien du financement du logement, notamment au bénéfice des populations insuffisamment desservies. Ce prêt servira à cofinancer la construction de 1 000 logements dans

la ville de ZOUÉRATT et la viabilisation de 1 000 parcelles dans la commune de TEVRAGH ZEINA pour la diaspora et les résidents. Commentant l'accord, Mr. Thierno-Habib Hann, Directeur Général de la Banque de Développement Shelter Afrique, a déclaré que la ShafDB et la BMI partagent une vision similaire de la promotion de l'accès à un logement décent des populations à revenu faible et intermédiaire en Mauritanie. « Ce partenariat avec la BMI permettra d'offrir des logements abordables et décentes à des ménages à faibles revenus, comblant ainsi une partie du déficit de 50 000 logements en Mauritanie dans un contexte où l'urbanisation croît à un rythme de 4% », a déclaré M. Hann.

Le Directeur Général de la BMI, Mohamed Yahya Sidi, s'est félicité de l'accord, affirmant que son institution était honorée de travailler avec la Banque de Développement Shelter Afrique pour financer des projets de logements abordables en Mauritanie. « Ce partenariat renforce notre engagement envers le développement socio-économique de la Mauritanie, élargit nos solutions de financement inclusif du logement, et confirme notre soutien à l'ambitieux programme de développement urbain du pays. » a déclaré M. Sidi. Grâce à ce financement, on estime qu'environ 5 000 emplois seront créés, 12 400 personnes bénéficieront du projet et que 2 000 ménages accéderont à un logement via l'auto-

construction ou l'acquisition directe. Fondée en 1981 à Lusaka, en Zambie, et basée à Nairobi, au Kenya, La Banque de Développement Shelter Afrique (ShafDB) a pour actionnaires 44 pays africains ainsi que deux institutions financières majeures : la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Société africaine de réassurance (Africa-Re). Shelter Afrique (ShafDB) intervient tout au long de la chaîne de valeur, tant du côté de la demande que de l'offre, à travers ses quatre (4) lignes de métier : le Groupe des institutions financières (FIG), le Groupe du financement de projets (PFG), le Groupe des partenariats public-privé (PPP) & prêts souverains et le Groupe de la gestion des Fonds (FMG).

NIGERIA

Un partenariat public-privé pour stimuler la production de maïs

Le Nigeria est le 2ème producteur africain de maïs après l’Afrique du Sud. Avec la demande croissante dans l’industrie alimentaire et l’alimentation animale, de nouvelles initiatives voient le jour pour renforcer l’appareil productif.

Au Nigeria, le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) a démarré un partenariat avec Flour Mills of Nigeria, principal minotier du pays et NOVA Merchant Bank pour soutenir la production de maïs dans l’État de Kaduna. Dans un communiqué publié le mardi 24 juin sur son site, l’organisme public indique que ce projet prévoit d’accompagner 1 500 petits exploitants agricoles pour la mise en culture de maïs sur une superficie de 1 500 hectares à travers l’État avec un budget de 1,5 milliard de nairas (968 000 \$). L’objectif est d’améliorer la productivité des agriculteurs à travers la mise en œuvre d’un dispositif intégré permettant l’accès aux services de mécanisation agricole, aux intrants ainsi qu’à des débouchés commerciaux sûrs.

FMN Agro apportera son expertise technique à travers l’introduction de meilleures semences, des pratiques agronomiques renforcées et un appui nutritionnel ciblé. « Le FNDA ne peut pas prêter directement aux agriculteurs. Nous devons donc nous assurer que tout intermédiaire respecte des critères stricts en matière de risque et de performance. FMN Agro a démontré sa capacité et son expérience dans la collaboration avec les petits exploitants », a déclaré Esosa Igbineweka, responsable du financement des chaînes de valeur chez NOVA Merchant Bank. L’enjeu pour l’entreprise qui utilise le maïs comme matière première dans la production de farine et de dérivés ainsi que dans la fabrication d’aliments pour animaux, sera de ren-

forcer son approvisionnement dans l’État avec l’intégration de nouveaux agriculteurs plus productifs. En cas de succès, ce nouveau projet de développement de la filière maïs contribuera à consolider la position de l’État de Kaduna comme étant la principale zone de production au Nigeria. En 2024, la récolte de maïs dans l’État a atteint 867 568 tonnes, soit environ 7,7 % de la production nationale qui s’est établie à 11,2 millions de tonnes. Avec un rendement moyen de 3,15 tonnes par hectare, l’État de Kaduna est cependant moins productif que l’État du Niger, deuxième zone de production du pays, qui affichait un rendement moyen de 3,59 tonnes par hectare.

ÉLEVAGE

Le Burkina Faso discute d’amélioration génétique avec un partenaire brésilien

Au Burkina Faso, le sous-secteur de l’élevage contribue à hauteur de 11,52 % au PIB. Le gouvernement qui souhaite y renforcer la productivité, explore de nouvelles coopérations avec ses partenaires en s’appuyant sur l’innovation technologique. Au Burkina Faso, le Centre de promotion de l’aviculture et de multiplication des animaux performants (CPAMAP) espère renforcer ses capacités en amélioration génétique du bétail en collaborant avec l’Institut Daniel Franco (IDF) du Brésil, reconnu pour son expertise dans la sélection ani-

male et l’élevage durable. C’est ce qu’a annoncé Ardiouma Sirima, directeur général du CPAMAP, dans des propos relayés sur le site du ministère de l’Agriculture le mardi 24 juin. En effet, l’IDF était en mission de prospection au Burkina Faso depuis le 20 juin dernier dans le but d’identifier des opportunités concrètes de collaboration en vue de renforcer le développement durable de l’élevage dans le pays. D’après M. Sirima, certaines pistes de collaboration ont été évoquées lors de cette visite, parmi lesquelles figure la possibilité d’importer

des races performantes du Brésil, des semences animales ainsi que le développement de la culture fourragère. Ce nouveau partenariat qui prend forme vise notamment à renforcer la productivité du cheptel national à terme. L’enjeu est d’autant plus important que le pays nourrit de grandes ambitions de croissance dans des filières stratégiques du sous-secteur de l’élevage comme le lait et la filière bétail-viande. Le gouvernement a, par exemple, annoncé le 8 avril dernier en Conseil des ministres son ambition de se lancer dans l’exportation de viande de bétail.

Par ailleurs, avec le lancement de la société publique laitière Faso Kosam le 27 mars, l’objectif est de parvenir à couvrir la moitié des besoins de consommation de lait et de produits laitiers du pays à terme. Une étude publiée par la GIZ en 2018 révélait que la production annuelle de lait par tête de vache laitière était évaluée entre 200 et 500 litres au Burkina Faso. En comparaison, la productivité moyenne d’une vache laitière au Brésil (toutes races confondues) est d’environ 2 500 à 3 000 litres par an.

SELON L’AFC

L’Afrique dispose d’un potentiel d’autofinancement inexploité de 4000 milliards \$

Selon l’Africa Finance Corporation, près de 4000 milliards \$ de ressources financières internes restent sous-exploitées en Afrique. Le manque de canaux structurés freine leur orientation vers des projets productifs. Des experts soulignent le rôle clé du secteur privé et des banques locales dans cette mobilisation. Intervenant dans le cadre d’un panel de réflexion portant sur le financement du développement en Afrique, Samaila Zubairu, président et directeur général de l’Africa Finance Corporation (AFC),

une institution multilatérale de financement des infrastructures basée au Nigeria, a indiqué que l’Afrique dispose d’un potentiel inexploité de près de 4000 milliards \$ pour le financement de son développement. « Notre dernier rapport sur les infrastructures en Afrique dévoile qu’il existe jusqu’à 2500 milliards \$ de ressources bancaires et environ 1100 milliards \$ de ressources non bancaires, dont 455 milliards \$ de fonds de pensions, 320 milliards \$ dans le secteur des assurances, 450 milliards \$

de réserves de change, 250 milliards \$ dans les banques publiques de développement, 150 milliards \$ de fonds souverains et une valeur de ressources non mesurée dans le secteur informel », a expliqué M. Zubairu. Selon lui, le véritable défi réside dans l’inexistence de canaux structurés et sûrs permettant de canaliser ces ressources vers des secteurs productifs, en particulier celui des infrastructures. Il a relevé que les capitaux étrangers ne peuvent arriver massivement sur le continent que si ceux

existant sur le continent sont déjà utilisés et rentabilisés. Le dirigeant de l’AFC intervenait dans le cadre d’un échange visant à identifier comment la mise en place de structures pour un commerce africain durable pourrait être financée. Ces réflexions sont menées alors que le financement du commerce intra-africain entre dans une phase de transition, marquée par des changements de priorités des économies historiquement pourvoyeuses d’aide publique au développement.

TANZANIE

Helium One progresse vers le développement de son projet d’hélium

En mars 2022, Helium One annonçait la poursuite de l’exploration du bloc Rukwa, en Tanzanie, après des résultats initiaux considérés comme prometteurs. La société préparait alors une nouvelle campagne de forage pour confirmer la présence d’hélium exploitable. La société Helium One a annoncé mercredi 25 juin avoir reçu un rapport d’évaluation indépendant (CPR) concernant sa licence gazière du bassin de Rukwa, situé dans le sud-ouest de la Tanzanie. Le rapport confirme l’existence de volumes importants d’hélium

sur le permis Itumbula, récemment octroyé à la société. Le document établit des volumes de ressources « contingentes » de 296 millions de pieds cubes (2C) pouvant atteindre 1,35 milliard de pieds cubes (3C), ainsi que des ressources « prospectives » sur d’autres cibles situées sur la même licence, estimées à 3,2 milliards de pieds cubes. Selon la direction d’Helium One, le développement du projet suivra une approche progressive. Une première phase prévoit le forage de cinq puits reliés à une unité de production pilote. Elle sera suivie d’une extension à quinze puits,

avant la mise en place d’une infrastructure complète comprenant environ 46 puits supplémentaires. Ce rapport ne marque pas encore le démarrage effectif de la production, car Helium One devra lever les financements nécessaires et obtenir les autorisations locales avant de lancer les travaux à grande échelle. L’entreprise n’a pas encore annoncé de décision finale d’investissement (FID). Ce développement s’inscrit dans un contexte de demande croissante en hélium à l’échelle mondiale, portée par les besoins des secteurs médical, électro-

nique et aérospatial. « La réalisation de cette évaluation indépendante confirme ce que nous avons toujours pensé, à savoir que notre projet à Southern Rukwa a le potentiel d’être un développement unique et stratégique dans le domaine de l’hélium en Afrique », souligne James Smith, président non exécutif d’Helium One. Selon les projections du cabinet de recherche spécialisé dans l’analyse des technologies émergentes et des nouveaux marchés, IDTechEx, la demande mondiale en hélium devrait doubler d’ici 2035.

INCLUSION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

Un financement de 41,3 millions de dollars de la BM au Bénin

La Banque mondiale (BM) a accordé un financement additionnel de 41,3 millions de dollars au Bénin afin de soutenir les efforts visant à renforcer l’inclusion économique des jeunes, ainsi qu’à améliorer les services d’emploi et le système de formation technique et professionnelle, a annoncé l’institution financière internationale dans un communiqué publié jeudi. Selon le communiqué, ce financement supplémentaire, destiné au Projet d’inclusion des jeunes (PRODIJ), permettra de développer à plus grande échelle un programme national afin d’intégrer davantage de jeunes vulnérables dans les chaînes de valeur agroalimentaires et dans des emplois salariés. "60.500 jeunes peu ou pas instruits seront formés pour répondre à la demande des nouvelles entreprises implantées dans et en dehors de la Zone industrielle de Glo-Djigbé, ou pour être insérés dans les chaînes de valeur agroalimentaires", précise le communiqué. En particulier, 1.000 jeunes vulnérables seront intégrés dans les chaînes de valeur avicoles, dans le cadre de l’Initiative gouvernementale de développement du secteur avicole. "Ce projet a démontré qu’en dotant les jeunes peu ou pas instruits de compétences techniques, ils peuvent efficacement contribuer à la croissance économique et à la création de richesse", a déclaré Nestor Coffi, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a clôturé en hausse vendredi, les indices S&P 500 et Nasdaq franchissant de nouveaux sommets à l'issue d'une séance chahutée par de nouvelles annonces douanières de Washington.

Les indices de référence S&P 500 (+0,52%) et Nasdaq (+0,52%) ont tous deux dépassé leur plus haut niveau historique en clôture, un rebond frappant après la déroute des marchés en avril déclenchée par la politique protectionniste de Donald Trump. Le Dow Jones a lui gagné 1,00%. Depuis deux mois, "les nouvelles ont été de plus en plus positives (...) sur le front du commerce", estime auprès de l'AFP Tom Cahill, de Ventura Wealth Management. Vendredi, la place américaine a été tirée par la conclusion d'un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine qui porte notamment, selon Washington, sur l'accélération des expéditions de terres rares vers les Etats-Unis. Cet accord prévoit aussi, selon la Chine, que Washington lève certaines restrictions à son encontre. Pékin a été la cible privilégiée de Trump dans la guerre commerciale qu'il a lancée depuis son retour à la Maison Blanche en janvier. En milieu de séance, Wall Street a toutefois tangué après des propos du président américain, qui a assuré mettre fin aux négociations commerciales avec son voisin canadien, jugeant que la taxe d'Ottawa visant les géants du numérique est un "coup

direct et évident" porté aux Etats-Unis. "Ce développement ajoute une certaine incertitude avec l'un des plus grands partenaires commerciaux du pays", commente auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, d'Edward Jones. Et il "rappelle une fois de plus qu'à l'approche du 9 juillet", date à partir de laquelle des droits de douane plus élevés sur les importations en provenance de dizaines de pays devraient entrer en vigueur, "il existe des catalyseurs pour une certaine volatilité", juge l'analyste. En conséquence, "au cours des deux prochaines semaines, nous allons probablement nous concentrer sur le commerce", anticipe M. Kourkafas. Pour Tom Cahill, "la toile de fond est favorable aux prix des actions et (...) ils vont dériver à la hausse" d'autant que "jusqu'à présent, nous n'avons pas vu l'impact sur l'inflation" de manière significative des droits de douane. L'inflation a légèrement rebondi le mois dernier aux Etats-Unis (+2,3%), selon l'indice PCE publié vendredi, qui a aussi montré que les consommateurs américains sont plus frileux au moment de passer à la caisse. Ce regain n'a surpris ni les analystes, ni la Réserve fédérale (Fed).

Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans se tendait à 4,27%, contre 4,25% jeudi en clôture. Au tableau des valeurs, le géant des VTC (véhicules de tourisme avec chauffeur) Uber a glissé (-1,73% à 91,51 dollars) après des informations du New York Times assurant que l'entreprise pourrait participer au financement du rachat de la filiale américaine de la société de voitures autonomes Pony.ai (-6,31% à 13,66 dollars) par Travis Kalanick. Ce dernier est le cofondateur d'Uber mais a dû démissionner en 2017, accusé d'avoir encouragé des pratiques managériales brutales. L'équipementier sportif Nike s'est lui en-

volé (+15,24% à 72,07 dollars) après avoir publié jeudi soir des résultats en baisse au quatrième trimestre de son exercice décalé, mais meilleurs qu'attendu par les analystes. Entre mars et mai, le groupe de Beaverton (Oregon, nord-ouest) a vu son chiffre d'affaires se replier de 14% sur un an à 11,1 milliards de dollars. Le consensus des analystes de FactSet avait anticipé 10,73 milliards. D'autres spécialistes de l'habillement et des équipements sportifs ont bénéficié de l'élan de Nike, à l'image de Lululemon athletica (+1,49% à 235,02 dollars) ou de Dick's Sporting Goods (+3,55% à 202,84 dollars).

BOURSES EN ASIE

Tokyo au plus haut en 5 mois, optimisme sur la Fed et les droits de douane

Les Bourses asiatiques grimpent prudemment vendredi, la place tokyoïte se hissant au plus haut depuis fin janvier, dans des marchés dopés par un regain d'optimisme sur la guerre commerciale et par des anticipations accrues de baisses de taux de la Fed aux Etats-Unis. Vers 02H15 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei progressait de 1,52% à 40.192 points, franchissant la barre des 40.000 points pour la première fois en cinq mois, et l'indice élargi Topix gagnait 1,24% à 2.839 points. Les autres places asiatiques étaient plus contrastées: l'indice Hang Seng de Hong Kong avançait de 0,45%, Sydney grimpait de 0,16%, mais Séoul reculait de 0,39% et Taïpei de 0,20%. Les marchés s'inscrivaient, au gré d'échanges volatils, à la suite d'une nette hausse des Bourses européennes et américaines la veille, poussées par les espoirs d'un accord commercial entre Etats-Unis et UE et d'un report des surtaxes douanières américaines. La Maison Blanche a suggéré un pos-

sible report de la date butoir du 9 juillet, à partir de laquelle des droits de douane dits réci-proques doivent être imposés sur les importations aux Etats-Unis en provenance de dizaines de pays, notamment d'Asie. En revanche, la devise américaine reculait de 0,1% face à la monnaie japonaise vers 02H30 GMT, à 144,30 yens pour un dollar. Le billet vert est miné depuis jeudi par les remarques acerbes de Donald Trump contre M. Powell, dont il pourrait désigner le successeur dès l'automne selon le Wall Street Journal, alimentant les doutes sur l'indépendance de l'institution. Les cours du pétrole continuaient leur rebond, aidés par l'image d'une demande satisfaisante aux Etats-Unis, par l'optimisme sur la guerre commerciale, et par la faiblesse persistante du dollar --monnaie dans laquelle sont libellés les achats de brut. Vers 02H30, le baril de Brent de la mer du Nord de 0,66% à 68,18 dollars, celui de WTI américain grimpait de 0,67% à 65,68 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Juin 2025

Valeur : 30 Juin 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4806	129.4956
1	EUR	EURO		151.2204	151.2768
1	GBP	POUND STERLING		178.0047	178.0743
100	JPY	JAPANESE YEN		89.9546	89.9962
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0650	18.0676
1	CHF	SWISS FRANC		161.6487	161.7482
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.5390	94.5638
1	DKK	DANISH KRONE		20.3391	20.3427
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7165	13.7307
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8187	12.8227
1	AED	UAE DIRHAM		35.2530	35.2618
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5236	34.5294
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.5545	423.7421
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.7556	44.1954
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2172	14.2189
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8480	23.9705
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2428	3.2528
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0845	177.0845

POINT-MARCHÉS

De belles hausses en Europe pour finir la semaine

Les grandes places financières ont affiché des gains conséquents lors de la dernière séance de la semaine. Le CAC 40 a progressé de 1,78 %, à 7 691,55 points, le Dax a avancé de 1,48 %, à 24 000,27 points, ou encore l'EuroStoxx 50 qui s'est apprécié de 1,46 % à 5 320,78 points. Les indices ont été soutenus par la détente commerciale observée entre américains, chinois et européens. Pékin et Washington ont notamment signé un accord portant sur les exportations de terres rares et le gouvernement de Trump pourrait repousser la date butoir du juillet avant de relever ses taxes douanières. À Paris, en légère hausse à l'ouverture, l'action Worldline a finalement terminé sur un lourd repli de 9,04 % à 3,10 euros, après une

chute de plus de 38% mercredi et un rebond de 20% jeudi. Ce recul intervient à la suite de l'annonce de l'ouverture d'une enquête en Belgique sur l'entité belge du groupe Worldline mise en cause dans l'enquête journalistique, dont la publication avait provoqué le décrochage de l'action mercredi. Hier, le directeur général, Pierre-Antoine Vacheron, avait rassuré les investisseurs en expliquant que les marchands à risque ne pratiquaient pas d'activité illégale. Le titre Air France-KLM n'a pas réellement profité du rebond du marché et s'est contenté de progresser de 0,62 %, à 9,08 euros. L'action du groupe de transport aérien affiche une progression d'environ 14 % sur les quatre premiers jours de la semaine. Sur cette période, elle a très largement

profité du net repli des cours du pétrole avec le cessez-le-feu annoncé et respecté entre Israël, les États-Unis et l'Iran. À Francfort, Adidas avance ce soir de 3,62 %, à 199,15 euros, et Puma grimpe de 3,12%, à 22,80 euros. De son côté, JD Sports a bondi de 7,26%, à 82,63 pence, à Londres. Le secteur européen de l'équipement du sport a été bien orienté à la faveur de résultats meilleurs que prévu de Nike au premier trimestre et de ses perspectives à venir. La célèbre marque à la virgule a fait état d'un chiffre d'affaires de 11,10 milliards de dollars au quatrième trimestre, en repli de 12%, contre 10,72 milliards de dollars attendus. Le Bpa atteint 14 cents, là où le consensus ciblait 12 cents.

Les chiffres macroéconomiques du jour

En mai 2025, en France , les dépenses de consommation des ménages en biens ralentissent sur un mois (+0,2 % en volume après +0,5 % en avril 2025 – données révisées), indique l'Insee ce vendredi. La consommation d'énergie rebondit (+2,2 %), tandis que la consommation alimentaire et la consommation de biens fabriqués se replient un peu. En France , sur un an, selon l'estimation provisoire réalisée en fin de mois, les prix à la consommation augmenteraient de 0,9 % en juin 2025, après +0,7 % en mai, a fait savoir l'Insee. Cette hausse de l'inflation s'expliquerait par l'accélération des prix des services, notamment ceux de l'hébergement, de la santé et des

transports, ainsi que par une baisse plus faible des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, par la très légère accélération de ceux de l'alimentation. Les prix des produits manufacturés baisseraient au même rythme qu'en mai, tandis que ceux du tabac ralentiraient légèrement. Aux États-Unis , l'indice PCE des prix à la consommation des ménages a progressé de 0,1 %, comme prévu, en mai. Autre bonne nouvelle, l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'Université du Michigan est passé de 52,2 à 60,7 points, soit 0,2 point de plus que prévu. Sur le marché des devises, l'euro est en légère hausse (+0,13 %) face au billet vert et se négocie à 1,1715 dollar.

ON ATTENDAIT UN REcul DE 0,2% C'EST FINALEMENT 0,5%

Le Pib américain chute plus durement que prévu

L'activité se replie de 0,5% en rythme annualisé contre 0,2% attendu lors d'une précédente estimation.

Aux Etats-Unis, la baisse du PIB au premier trimestre est plus sévère qu'attendu avec un repli de l'activité de 0,5% en rythme annualisé contre une première estimation de -0,2%, selon les chiffres du département du Commerce. Sur le trimestre, les dépenses de consommation des ménages ont ralenti à +0,5% contre 1,2% espéré lors d'une précédente estimation, tandis que l'inflation PCE a accéléré à +3,7%. Cela représente un recul de 0,1% par rapport au trimestre précédent. Les analystes s'attendaient à ce que cette donnée ne soit pas révisée, selon le consensus publié par Briefing.com. "La baisse du PIB au premier trimestre reflète principalement une augmentation des importations, qui constituent une

soustraction dans le calcul du PIB, et une diminution des dépenses publiques", est-il souligné dans le rapport du ministère. Cette hausse des importations montre que les entreprises ont constitué des stocks avant l'entrée en vigueur des importants droits de douane imposés par Donald Trump à la plupart des partenaires commerciaux des États-Unis, en particulier les produits fabriqués en Chine.

Un coup de semonce en avril

La première estimation du PIB, publiée fin avril, avait fait l'effet d'un coup de semonce. Il s'agissait de la première évolution négative pour la première économie mondiale depuis 2022, qui était encore florissante fin 2024.

La révision de jeudi reflète principalement "des révisions à la baisse des dépenses de consommation et des exportations", a déclaré le ministère américain du Commerce. Ces révisions ont été "partiellement compensées" par un ajustement à la baisse du niveau importations, a ajouté le ministère. Alors que Donald Trump a fait marche arrière ou reporté certaines de ses salves commerciales les plus punitives dans le cadre des négociations commerciales en cours, la date limite de juillet approche pour l'entrée en vigueur de droits de douane plus élevés pour des dizaines de partenaires commerciaux, ce qui ajoute à l'incertitude économique.

ETATS UNIS

La date butoir de juillet pour les droits de douane pourrait être repoussée

Le gouvernement américain pourrait repousser la date butoir du 9 juillet, à partir de laquelle des droits de douane plus élevés sur les importations en provenance de dizaines de pays devraient entrer en vigueur, a déclaré jeudi la Maison

Blanche. Interrogée sur ces surtaxes à l'importation, la porte-parole de la Maison Blanche Karoline Leavitt a dit que le sursis "pourrait peut-être prolongé". "Mais c'est au président de prendre cette décision", a-t-elle ajouté.

Au nom de la défense de la production nationale, le président américain Donald Trump a imposé, depuis son retour à la Maison Blanche, des droits de douane sectoriels, comme sur l'acier et l'aluminium. Mais il a aussi ciblé depuis

avril des dizaines de partenaires commerciaux des Etats-Unis avec des taux prohibitifs, avant de se raviser en les mettant en pause jusqu'au 9 juillet, le temps de mener des négociations commerciales.

COMMERCE

La Chine confirme un accord avec les Etats-Unis

La Chine a annoncé vendredi avoir "confirmé les détails" d'un accord commercial avec les Etats-Unis, assurant que Washington lèverait des restrictions à son encontre et qu'elle pourrait valider l'exportation de davantage d'articles soumis à contrôle. "La Chine espère que les Etats-Unis avanceront dans le même sens qu'elle", a indiqué dans un communiqué un porte-parole du

ministère chinois du Commerce. La Maison Blanche a fait état jeudi d'avancées en matière d'échanges commerciaux avec la Chine, un responsable précisant que les deux parties avaient validé un accord qui porte notamment sur l'accélération des expéditions de terres rares vers les Etats-Unis. Après des pourparlers à Genève en mai, Washington et Pékin étaient convenus de réduire temporairement les droits de douane

prohibitifs qu'ils imposaient sur leurs produits respectifs. Mi-juin, Washington et Pékin s'étaient finalement accordés à Londres sur un "cadre général" pour lisser leurs différends commerciaux. "A la suite des discussions de Londres, les équipes des deux parties ont maintenu une communication étroite", a indiqué vendredi le ministère chinois du Commerce. "Récemment, après approbation, les

deux parties ont précisé les détails du cadre d'application", a-t-il ajouté. "La Chine procédera en vertu de la loi à l'examen et à l'approbation des demandes d'exportations relatives aux articles soumis à contrôle qui satisfont aux exigences", a-t-il indiqué. "Les Etats-Unis, en conséquence, vont lever une série de mesures restrictives à l'égard de la Chine", a ajouté le ministère.

ARGENTINE

Retraités et enseignants manifestent contre la suppression d'un jour férié pour les fonctionnaires

En Argentine, les fonctionnaires, les retraités et les universités manifestent contre l'austérité du gouvernement Milei. Mais malgré la mobilisation sociale, il n'a pas prévu de renoncer à sa politique et veut supprimer un jour férié. Fonctionnaires et retraités mercredi, universités jeudi: une mobilisation sociale sectorielle mais tenace se poursuit en Argentine contre l'austérité du gouvernement Milei, qui pour sa part va supprimer un jour férié pour les fonctionnaires, au nom de la lutte contre "l'étatisme". Quelques milliers de manifestants, de la fonction publique surtout, ont défilé en mi-journée au coeur de Buenos Aires, à l'appel de syndi-

cats et mouvements sociaux proches de l'opposition péroniste (centre gauche), sous les slogans "souveraineté, travail, et salaire juste". Les manifestants se sont rassemblés devant le ministère de la Dérégulation de l'État, avant de se joindre à la manifestation hebdomadaire des retraités, qui chaque mercredi protestent devant le Parlement contre la diminution de leur pouvoir d'achat. "Ca fait un an que je suis à la retraite, et je touche exactement comme au premier jour" malgré une inflation de 43% sur un an, se lamentait Alicia Torroija, 78 ans, qui perçoit l'équivalent de 270 dollars par mois, à peine plus que le minium retraite, et subsiste grâce à l'aide de ses en-

fants. La manifestation hebdomadaire des retraités est devenue un point de convergence de diverses protestations contre la dérégulation et l'austérité du gouvernement ultralibéral de Javier Milei. Certains de ces rassemblements, parfois accompagnés d'éléments radicaux, ont dégénéré en heurts entre police et manifestants, comme mi-mars, lors des pires scènes de violence en 18 mois de présidence Milei. Outre retraités et fonctionnaires, le personnel d'un emblématique hôpital public pour enfants, le Garrahan (environ 4.000 employés), était en grève mercredi pour des revendications salariales.

FRANCE- ARGENTINE

Signature d'un un accord-cadre sur les minerais critiques

La France et l'Argentine ont signé vendredi un accord-cadre sur les minerais critiques tels le lithium, dont l'Argentine possède les troisièmes réserves mondiales, visant à promouvoir coopération et investissements dans ce secteur clef pour la transition énergétique. Le «mémorandum d'entente», signé à Buenos Aires par le ministre français délégué au Commerce extérieur Laurent Saint-Martin et le secrétaire d'État argentin aux Mines Luis Lucero, vise à «faire du secteur minier une priorité stratégique» des relations franco-argen-tines, a indiqué Laurent Saint-Martin. «Feuille de route», «instrument ouvrant un champ de coopération» à concrétiser, selon Luis Lucero, le protocole d'accord entend «élever le partenariat minier bilatéral au niveau politique, en tenant compte des défis cruciaux posés par les minerais critiques pour les solutions énergétiques et numériques», a ajouté Laurent Saint-Martin lors de la signature à l'ambassade de France. Il vise aussi à «accélérer le déploiement de projets d'investissements d'entreprises françaises dans les mois et années à venir, et renforcer la mobilisation d'instruments de coopération publique en vue de financements», a ajouté le ministre français, assurant de la «volonté commune de bâtir une industrie minière moderne et durable». Les investissements directs français en Argentine ont connu en 2024 une progression de +43% sur un an, pour atteindre 7,6 milliards de dollars, tous secteurs confondus, la France devenant 5e investisseur étranger dans le pays sud-américain. Le secteur minier s'est taillé une part importante dans cette progression, avec en particulier 850 millions de dollars du groupe Eramet, pour sa première usine d'extraction directe de lithium inaugurée en 2024 dans la province argentine de Salta (nord-ouest). L'Argentine, a rappelé Luis Lucero, a signé depuis un an des protocoles d'accord de coopération et d'investissements dans le domaine minier avec les États-Unis et les Émirats arabes unis, notamment.

ESPAGNE

L'inflation a légèrement rebondi en juin

L'inflation a légèrement rebondi en juin en Espagne pour atteindre 2,2% sur un an, soit 0,2 point de plus qu'au mois de mai (2%), selon une estimation provisoire publiée vendredi par l'Institut national des statistiques (INE). Ce rebond s'explique principalement par la hausse des prix des carburants, qui s'étaient repliés voilà un an, et des produits alimentaires, précise l'organisme public dans un communiqué. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCA), qui permet les comparaisons entre les différents pays de la zone euro, a lui aussi atteint 2,2%, soit 0,6 point de plus qu'en mai. L'inflation sous-jacente - qui ne tient pas compte des prix de l'alimentation ou des produits énergétiques - s'est hissée au même niveau (2,2%). Selon la Banque d'Espagne, l'inflation espagnole devrait évoluer autour de 2,5% sur l'ensemble de l'année 2025, un niveau légèrement supérieur à l'objectif de 2% fixé par la Banque centrale européenne (BCE).

Cette faille d'une gravité exceptionnelle permet de prendre le contrôle total de milliers de serveurs dans le monde

Une vulnérabilité hautement critique, activement exploitée, donne un contrôle total sur les serveurs via le BMC, ce composant qui permet de les gérer à distance, même éteints.



Depuis plusieurs mois, une faille critique, notée 10 sur l'échelle CVSS, permet à des attaquants de prendre la main sur des milliers de serveurs à travers le monde – sans identifiants, sans alerte, et même si la machine est hors tension.

Non, ce n'est pas de la science-fiction, mais bien une réalité désormais confirmée par l'agence américaine de cybersécurité (CISA), qui vient d'ajouter la vulnérabilité CVE-2024-54085 à sa liste des failles activement exploitées. En jeu, un accès privilégié à l'infrastructure des serveurs, rendu possible par un composant peu connu du grand public : le BMC.

Un contrôleur vous échappe, et c'est toute l'infrastructure qui tombe

Dans le détail, la faille touche le firmware MegaRAC d'AMI, largement utilisé dans les contrôleurs BMC (Baseboard Management Controller). Ces composants, intégrés aux cartes mères de nombreux ser-

veurs – chez AMD, ARM, Fujitsu, Gigabyte, Supermicro, Qualcomm ou encore Nvidia, notamment – permettent aux administrateurs et administratrices système de gérer des flottes entières à distance : redémarrage, mise à jour, réinstallation du système d'exploitation, modification de la configuration... même si l'équipement est éteint ou que l'OS n'est pas opérationnel.

Une fonctionnalité pratique, mais aussi une cible de choix. Car une fois ce composant compromis, l'attaquant peut non seulement prendre le contrôle total du serveur, mais aussi se déplacer vers d'autres équipements du réseau si l'environnement n'est pas cloisonné, et ainsi compromettre progressivement l'ensemble de l'infrastructure.

Identifiée par la société Eclipsium et signalée dès mars 2025, CVE-2024-54085 permet à un attaquant de contourner l'authentification en envoyant une simple requête HTTP au BMC vulnérable. Il peut alors créer un compte administrateur

sans fournir d'identifiants. Une démonstration d'attaque avait été présentée en guise de preuve de concept par les chercheurs à l'origine de la découverte, qui précisaient alors qu'aucune exploitation active n'avait encore été observée. Mais ce n'est officiellement plus le cas. Ce mercredi 25 juin, la CISA a confirmé que la vulnérabilité était désormais exploitée dans des attaques réelles.

Aucun détail public n'a été communiqué sur les cibles ou les méthodes, mais les soupçons se portent sur des groupes de cyberespionnage étatiques. Eclipsium évoque notamment plusieurs APT chinois connus pour cibler les firmwares et viser des infrastructures sensibles.

Des milliers de serveurs potentiellement concernés

Si cette vulnérabilité suscite autant d'inquiétude, c'est parce qu'elle dépasse largement le cadre d'un piratage classique. Une fois un BMC compromis, les possibi-

lités pour un attaquant sont nombreuses, graves et particulièrement difficiles à contrer :

- Injection directe de code malveillant dans le firmware, difficile à détecter et résistant aux réinstallations système ou aux changements de disque ;
- Contrôle total du serveur à distance, y compris son démarrage, son arrêt ou sa reconfiguration, quel que soit l'état de l'OS ;
- Contournement des outils de sécurité, puisque le BMC opère en dehors du système d'exploitation ;
- Récupération d'identifiants sensibles stockés localement, et possibilité de mouvement latéral dans le réseau ;
- Espionnage passif, via la mémoire système ou les interfaces réseau du serveur, et exfiltration de données sensibles ;
- Sabotage par corruption du firmware, rendant le serveur inutilisable.

Autrement dit, un attaquant qui s'engouffre dans la brèche peut non seulement établir une présence furtive et persistante, mais aussi transformer un BMC compromis en tête de pont pour étendre son emprise à l'ensemble de l'infrastructure. Selon Eclipsium, la faille affecte une large gamme de produits utilisant l'interface Redfish de MegaRAC.

Sont notamment concernés les parcs de serveurs équipés de cartes mères fournies ou configurées par AMD, ARM, Ampere Computing, ASRock, Fujitsu, Gigabyte, Huawei, Nvidia, Supermicro ou encore Qualcomm.

Certains constructeurs ont déjà publié des correctifs, après avoir intégré les mises à jour fournies en amont par AMI. Mais vu l'hétérogénéité des environnements menacés, il appartient à chaque administrateur ou administratrice de vérifier l'état des BMC déployés sur leurs serveurs, et de consulter leur fabricant pour confirmer la disponibilité d'un patch adapté à leur matériel.

Brèves

IFS acquiert TheLoops

L'éditeur suédois fondé en 1983 et spécialisé dans les ERP pour le secteur industriel (aéronautique, énergie et fabrication notamment) a mis la main sur la start-up TheLoops à l'origine d'une plateforme de création d'agents IA. Les clients actuels de la jeune pousse, qui compte parmi ses investisseurs Dell Technologies Capital, Tidal Ventures et Westwave Capital, pourront continuer à utiliser la solution CX AI agents. Cette plateforme dispose d'une bibliothèque de plus d'une centaine d'agents (agent assit, atoQA, predictive case intelligence et intelligent routing) et d'intégration avec plus de 70 sources (CM, data lake...). "Grâce aux ressources et à l'expertise d'IFS, nous pouvons développer plus rapidement que jamais des capacités d'agent plus sophistiquées, aider davantage

d'entreprises à découvrir le pouvoir de transformation des agents d'IA en contexte industriel et continuer à nous concentrer sur une IA pratique et fiable apportant une réelle valeur ajoutée à l'entreprise", a expliqué Somya Kapoor, CEO de TheLoops.

Meta s'intéresse à Play AI

En complément de sa chasse aux talents, la maison-mère de Facebook et WhatsApp cherche à acquérir des sociétés dans l'IA. Selon Bloomberg, elle aurait jeté son dévolu sur une start-up spécialisée dans le clonage vocal appelée Play AI. Les discussions pour un rachat seraient très avancées. Cette dernière a levé 23,5 M\$ au total et compte parmi ses investisseurs 500 Startups, Kindred Ventures, Race Capital, 500 Global et Soma Capital. Récemment, Meta a investi 14,3 Md\$ dans Scale AI pour

recruter son dirigeant et créer un laboratoire spécifique pour développer une « super IA ».

Les puces IA de Microsoft retardées

Selon The Information, les équipes de la firme de Redmond ont pris du retard dans le développement d'accélérateurs IA maison. Elles travaillent sur trois puces, baptisées Braga, Braga-R et Clea, visant un déploiement dans les centres de données en 2025, 2026 et 2027 respectivement. Or, la première - Braga - accuse un retard de six mois pour une production en masse attendue en 2026. Toujours selon le média américain, les performances de la puce ont également été revues à la baisse et seraient inférieures à celles des GPU Blackwell de Nvidia.

AVEC SES FAUX AIRS DE FERRARI PUROSANGUE

Ce SUV chinois bat tous les records de ventes, complètes jusqu'en 2027

Présenté en grande pompe en Chine ce jeudi 26 juin 2025, le nouveau et premier SUV de Xiaomi baptisé YU7, affole les compteurs de ventes. La marque high-tech annonce des centaines de milliers de ventes en quelques minutes. De quoi faire peur à Tesla dont les ventes du Model Y ont peine à décoller.



Les chiffres sont impressionnants. On ne parle pas là de ceux du prix, de la vitesse de charge ou de l'autonomie du tout nouveau Xiaomi YU7. Mais bel et bien de ceux, rapportés quelques heures après la présentation de ce nouveau SUV chinois qui était très attendu, des ventes. Car oui, celui dont le look n'est pas sans rappeler celui d'un Ferrari Purosangue, fait un carton alors même qu'il vient d'être présenté officiellement ce jeudi 26 juin 2025 à Pékin. Et la marque de Lei Jun, qui vient de redevenir la plus grande fortune chinoise, aurait bien tort de ne pas communiquer dessus tant ils sont prometteurs : pas moins de 200 000 réservations auraient été passées en seulement... trois minutes !

Trois fois plus de SUV que de berlines

Un peu plus tard, la marque a également annoncé qu'en une heure, 289 000 unités du YU7 avaient trouvé preneurs. Et pour ceux qui seraient tentés de dire que ça ne veut rien dire, et qu'une réservation peut être annulée et l'acompte être remboursé, il y a mieux : 240 000 commandes fermes, c'est-à-dire des personnes qui ont versé des cautions verrouillant leur commande et ne pouvant être remboursées, et été passées en 18 heures. Par ailleurs, pour les



clients ayant été suffisamment rapides pour verser un acompte de 20 000 yuans, l'équivalent de 2 380 €, il seront bientôt livrés de leur voiture, Xiaomi ayant précisé qu'un petit nombre de voitures sont presque prêtes à être livrées. En tout cas, voilà qui donne de l'air à Xiaomi, pointé du doigt suite à un accident de conduite autonome avec sa berline, et qui se dit victime d'une campagne de dénigrement. Par ailleurs, le constructeur prévoit de vendre beaucoup plus de son SUV YU7 que de sa berline SU7 : trois fois plus. Et pourtant cette dernière avait déjà surpris

par son succès : plus de 272 000 unités ont été livrées en un peu plus d'un an, malgré une capacité de production encore limitée. Et une liste d'attente qui s'allonge.

Coup dur pour Tesla

Quand on sait que le nouveau YU7 s'attaque directement au Model Y, best-seller de Tesla en Chine, voilà qui risque de porter un nouveau coup dur au SUV électrique américain fabriqué en Chine, dont les ventes ont chuté de 24 % en 2025 (janvier à mai). Si les technologies (LiDAR),

autonomie (plus de 700 km), et prix (l'équivalent de 30 000 €) semblent toutes surpasser le Tesla Model Y, on comprend que les chiffres de vente soient également bien plus prometteurs. Pour rappel, lors de son lancement en janvier dernier en Chine, Tesla avait reçu 50 000 commandes... mais en 24 heures ! Sans parler du soit-disant million de réservations du Cybertruck... alors que seuls 50 000 exemplaires ont été vendus. Reste maintenant à savoir si pour riposter, Tesla fera fondre les prix du Model Y ? Xiaomi sourit jusqu'en 2027

Face à cet afflux de commandes, le plus dur reste à faire pour Xiaomi. C'est-à-dire répondre à la demande. Et en l'état actuel des choses, avec les 240 000 commandes fixes, ça nous emmène déjà jusqu'en 2027. Soit un an et demi de production déjà vendu. Sachant que la berline SU7 annonce déjà des délais de livraisons qui flirtent avec une année, entre 47 et 50 semaines pour une SU7 Pro. Si Xiaomi fait tout pour augmenter ses capacités et son rythme de production, et qu'en mai il a remonté son objectif de livraisons pour 2025 de 300 000 à 350 000 véhicules, avec l'arrivée du YU7, il va falloir encore franchir un pallier.

Croissance freinée chez BYD, le géant chinois de l'électrique

Malgré un chiffre d'affaires record, BYD ralentit la cadence : production revue à la baisse, stocks en hausse, et ambitions réévaluées pour le premier constructeur électrique chinois.

BYD, mastodonte de l'électromobilité et sixième constructeur mondial en termes de volume en 2023 avec 4,27 millions de véhicules écoulés, montre les premiers signes d'essoufflement. Alors que l'objectif 2025 affiche une croissance de 30 % et 5,5 millions d'unités à livrer, les premières fissures apparaissent dans cette ascension jusque-là irrésistible.

D'après des sources relayées par Reuters, la firme aurait réduit sa production dans au moins quatre de ses usines, supprimé des équipes de nuit et gelé plusieurs projets d'extension industrielle. En cause : des ventes en deçà des prévisions et une nécessité de revoir les coûts à la baisse. Le ralentissement est tangible : en avril, la croissance annuelle

Chiffres clés - BYD en 2024-2025

Véhicules vendus en 2023	4,27 millions
Objectif de ventes 2025	5,5 millions (+30%)
Croissance de production - Avril 2025	+13 % (+30%)
Baisse de production moyenne (avril-mai vs Q4 2024)	-29 % (par rapport à mai 2024)
Inventaire moyen chez les concessionnaires BYD	3,21 mois
Moyenne nationale d'inventaire en Chine	1,38 mois
Nombre de concessions BYD fermées récemment	20
Chiffre d'affaires annuel 2024	99,4 milliards €
Chiffre d'affaires Tesla 2024 (comparatif)	89,9 milliards €

est retombée à 13 %, puis à un modeste 0,2 % en mai. Du jamais vu depuis février 2024. La production moyenne d'avril et mai 2025 aurait même chuté de 29 % par rapport au dernier trimestre 2024.

Des stocks en augmentation

L'expansion fulgurante de BYD, portée par une offre électrique et hybride agressive et bon marché, a déclenché une guerre des prix féroce en Chine. Mais cet appétit industriel s'est traduit par des stocks qui gonflent : en moyenne, les concessionnaires BYD disposent de 3,21 mois de stock, soit bien au-dessus de la moyenne nationale de 1,38 mois. Un déséquilibre tel qu'un grand distributeur de la marque a récemment dû fermer 20 concessions. La Chambre chinoise des concessionnaires d'automobiles a tiré la sonnette d'alarme, demandant aux constructeurs - BYD en tête -

d'ajuster leur production aux capacités réelles du marché. Un appel à la raison, au moment où la frénésie industrielle menace de se retourner contre ses protagonistes.

Toujours très rentable

Pour autant, la machine BYD reste redoutablement rentable : avec un chiffre d'affaires 2024 de 777 milliards de yuans (soit environ 99,4 milliards €), le constructeur a surpassé Tesla (89,9 milliards €), porté par le succès de ses modèles hybrides. Une performance économique solide, qui contraste avec la fébrilité industrielle actuelle.

Ce ralentissement des ventes sur son marché national pourrait imposer une considération plus élevée à l'égard des exportations de la marque et devrait se traduire par une stratégie plus agressive de BYD sur le plan commercial en Europe notamment.

Mots fléchés

Univers	↙	Produira un son	↙	Stupéfié	↙	Ecchy-moses	↙	Petite sainte	↙	Tests	↙	Ruelles	↙	
Internationaux	↘			Retira	↘	Trous de boulins	↘							
	↘				↘		↘					Poème lyrique		
Pasticheur		Phase	↘					Roue à gorge		Résidu de blé	↘			
	↘									Célèbre violon				
								↘	Célèbre marquis	↘				
									Contesta					
Chamois des Pyrénées		Bureau		Primordial	↘				↘					
	↘	↘		Cube de jeu	↘									
					Poids d'un emballage	On la mouille	Allures	↘				Étain		
							Native							
Vieillot	Prénom masculin	↘			↘	↘	↘	Fleuve côtier	↘		Sélénium	↘		
	Style							Un peuple d'Europe Balkanique			Singes			
	↘	↘		Pays d'Asie	Ignares	↘		↘	Chez	↘	↘			
					Inactive				Durée d'une révolution					
Envoûtait	↘				↘				↘			Citerne	Nazi	
Réservoir en imprimerie	↘											↘	↘	
							Ville flamande	↘						
Dignitaire turc	↘					En mer on peut la boire		Petites vedettes		Ville du Gard	↘			
Fer										Radian				
	↘		Plumard	↘		↘	Griffes de rapaces	↘		↘			Repos bénéfique	
			Condition					↘					↘	
Défenses du rosier	Érudit	↘	↘						Faciles	↘				
	Pièces de vaisselle								La vraie vie					
	↘	↘						↘				Vient de rire	↘	
							Difficile	↘				Vieux Tokyo		
Défilé		Grimace		Certaine	↘					Sang végétal	↘			
		↘		Divagua	↘									
	↘					Étendue d'eau douce	↘				Verso	↘		
											Abject			
Titane	↘		Surfaces agricoles		Grand froid	↘				Aperçoit	↘			
Halte maritime										Petit meuble de salon				
	↘		↘			Proie de Grosminet	↘			↘		Note de musique	↘	
						Adresse						Orient		
Attacher	Sélection	↘				Attaché à une voiture	↘					↘	Ville de Mésopotamie	Calcium
	Points cardinaux	↘											↘	↘
						Vrai	↘				Élixir	↘		
Terres déboisées et défrichées	↘							Pénétra	↘					

L'APN prend part à la 32e session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part du 29 juin au 3 juillet à Porto (Portugal) aux travaux de la 32e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), indique samedi, un communiqué de la chambre basse du Parlement. Le vice président de l'APN, M. Hadj Cheikh Berbara et le député Terbak Omar, membres permanents de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, représenteront l'APN aux travaux de cette session qui se tient sous le thème "Commémoration des 50 ans de l'Acte final d'Helsinki : Répondre à une nouvelle réalité au sein de l'OSCE", selon la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 29 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

60E ANNIVERSAIRE DU QUOTIDIEN NATIONAL EL MOUDJAHID

L'ANEP, sponsor de l'événement

À l'occasion du 60e anniversaire du quotidien national El Moudjahid, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a participé en tant que sponsor à la célébration de cet événement emblématique, qui s'est déroulé du 22 au 26 juin 2025 au siège du journal à Alger. Cet événement visait, comme l'indique l'ANEP dans un communiqué, à commémorer le parcours historique du journal. « À travers ce partenariat, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité réitère son engagement à accompagner les institutions médiatiques nationales dans leur mission d'informer en toute transparence et fiabilité, et de transmettre les valeurs fondamentales de notre société », souligne l'entreprise.

195e SESSION DU CONSEIL DES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT

Le renforcement du réseau de câbles sous-marins à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier les travaux de la 195e session du Conseil des participations de l'État (CPE), consacrés en grande partie à l'examen du plan de renforcement du réseau de câbles sous-marins, une infrastructure stratégique relevant du groupe Algérie Télécom, considérée comme la colonne vertébrale du transport des services Internet. Ce plan vise à garantir l'acquisition de ces câbles dans des conditions optimales et selon des normes permettant d'assurer la continuité des services, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. À travers cette initiative, l'Algérie ambitionne de renforcer sa souveraineté numérique, d'améliorer la qualité de la connectivité et de sécuriser les échanges de données tant à l'échelle nationale qu'internationale.

ENERGIE

Inauguration du siège officiel de l'AFREC à Alger

Le siège officiel de la Commission africaine de l'énergie (AFREC), relevant de l'Union africaine (UA), a été inauguré, jeudi à Alger, lors d'une cérémonie présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab et de la commissaire à l'énergie et aux infrastructures de l'UA, Lerato Dorothy Mataboge. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, du président exécutif de l'AFREC, Rachid Ali Abdallah, de hauts cadres des ministères de l'Energie et des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines ainsi que des responsables de l'AFREC à Alger. Dans son allocution à cette occasion, M. Arkab a exprimé "la fierté et l'honneur de l'Algérie d'abriter cette importante infrastructure continentale", soulignant que "cette réalisation s'inscrit dans le cadre de l'engagement historique et de principe de l'Algérie en faveur de l'action africaine commune, en vue de promouvoir les valeurs d'unité, de solidarité

et d'intégration entre les pays du continent, et de contribuer efficacement à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)". L'accueil par l'Algérie de ce siège "témoigne de la confiance dont elle jouit et de son rôle pionnier au niveau africain, traduisant ainsi son engagement constant à accompagner les efforts collectifs et à mettre en place un système énergétique intégré, équitable et flexible répondant aux défis actuels et aux échéances à venir", a affirmé le ministre. Cette Commission constituera "une plateforme africaine dynamique pour la coordination des politiques énergétiques, l'échange d'informations et d'expertises et le renforcement des capacités en matière d'énergie, d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de planification énergétique durable", a-t-il ajouté. Selon M. Arkab, l'AFREC, qui revêt une dimension stratégique "extrêmement importante", est à même de contribuer au renforcement de la coopération africaine dans un secteur vital, à la mise en place d'un système énergétique africain intégré et équitable en mesure de répondre aux défis actuels et de s'adapter aux mutations mondiales accélérées, notamment en matière de transition énergétique, d'élargissement de l'accès à l'énergie, et de la lutte contre les changements clima-

tiques. Dans ce contexte, le ministre d'Etat a réaffirmé "l'engagement total de l'Algérie à accompagner techniquement et institutionnellement la Commission, et à renforcer son rôle en tant que cadre continental commun à même de relever les défis énergétiques, dans le cadre du partenariat, de solidarité et de l'esprit d'appartenance africaine authentique". Au terme de son allocution, M. Arkab a exprimé "ses remerciements et sa profonde gratitude à la Commission à l'énergie et aux infrastructures de l'UA pour la confiance placée en l'Algérie, ainsi qu'à tous les partenaires et Etats membres ayant contribué à la concrétisation de ce projet ambitieux, qui constitue une avancée significative sur la voie de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique visant à construire un continent unifié, fort et sécurisé sur le plan énergétique". De son côté, la commissaire à l'énergie et aux infrastructures de l'UA, a exprimé "ses remerciements et sa gratitude à l'Algérie, gouvernement et peuple", saluant le rôle pionnier de l'Algérie dans le développement de l'énergie sur le continent africain, compte tenu de son histoire séculaire et sa grande expérience, notamment dans les domaines des hydrocarbures, de l'énergie et des énergies renouvelables.

ORGANISATION DE LA FOIRE DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN – ALGÉRIE 2025

Le ministre Rezig préside une réunion de coordination

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, a présidé hier une réunion de coordination en présence du secrétaire général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et d'un représentant du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), a indiqué le minis-

tère dans un communiqué. Cette réunion était consacrée au suivi des préparatifs en vue de l'organisation de la Foire du commerce intra-africain – Algérie 2025, prévue du 4 au 10 septembre 2025 au Palais des expositions à Alger. Cette rencontre, à laquelle ont pris part plusieurs opérateurs économiques ainsi que des représentants d'institutions éco-

nomiques nationales, a permis de faire le point sur l'état d'avancement des préparatifs liés à cet événement économique continental, notamment en ce qui concerne l'identification des domaines d'investissement attendus et les contrats d'exportation susceptibles d'être signés lors de la foire. Dans son intervention, le ministre a insisté sur la nécessité de

conjuguer et de coordonner les efforts de l'ensemble des acteurs afin d'assurer la réussite de cet événement économique majeur, qui devrait connaître une large participation de représentants de gouvernements, d'institutions économiques africaines, ainsi que d'entreprises et d'opérateurs économiques venus de tout le continent.

EDUCATION

67,56 % de réussite à l'examen du BEM session juin 2025

Le taux national de réussite à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session juin 2025, a atteint 67,56 %, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Education nationale. Le nombre des candidats scolarisés admis s'élève à 433.308 élèves, celui des candidats libres admis à 2.338 élèves, précise la même source, rappelant que le nombre global des inscrits à cette session est de 827.000 candidats. Le nombre des candidats scolarisés inscrits s'élève 814.543 élèves, celui des candidats scolarisés présents aux examens à 808.499, celui des candidats libres inscrits à 12.457, alors que

celui des candidats libres présents a atteint 7.902, ajoute le ministère. En tête de liste des lauréats figurent Talhaoui Meriem du CEM "Ramdani Hassouni" (Biskra) avec une moyenne de 19,58, suivie par Bakir Anis du CEM "Khenouche Ahmed" (Alger) avec une moyenne de 19,46, et Kheddache Fatima du CEM "Amira Moussa" (Jijel) avec une moyenne de 19,46, lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, le nombre global des élèves scolarisés admis avec mention s'élève à 216.139, dont 3.931 avec mention excellent, 34.699 avec mention très bien, 68.905 avec mention bien, et 108.604 avec men-

tion assez bien. A cette occasion, le ministère de l'Education nationale a adressé "ses félicitations à tous les admis à l'étape de l'enseignement post-obligatoire", leur souhaitant "davantage de réussite et de succès dans leur parcours scolaire" et "une meilleure chance à ceux n'ayant pas été admis à cette session". Le ministère a adressé également ses remerciements à tous les membres de la corporation de l'éducation pour "les efforts consentis tout au long de l'année scolaire ainsi qu'à tous les départements ministériels et corps de sécurité ayant contribué avec efficacité et compétence à la réussite de cet examen".

BEM

« Excellents résultats » des Ecoles des Cadets de la Nation

Les Ecoles des Cadets de la Nation ont enregistré d'"excellents résultats" aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), avec un taux de réussite de 100%, indique samedi, un communiqué du ministre de la Défense nationale (MDN). "Suite à l'annonce des résultats des épreuves du BEM pour la session de

juin 2025, les promotions du cycle secondaire des Ecoles des Cadets de la Nation, ont enregistré d'excellents résultats, avec (484) cadets qui ont obtenu leur BEM, soit un taux de réussite de (100%)", précise la même source. "A cette occasion, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense

Nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire, présente ses félicitations à tous les lauréats et les cadres qui ont participé à la réalisation de ces résultats honorables, leur souhaitant davantage de succès et d'épanouissement", ajoute le communiqué. "Ces excellents résultats reflètent l'intérêt particulier conféré par le Haut Com-

mandement de l'Armée Nationale Populaire aux Ecoles des Cadets de la Nation. Ces exploits confirment également le haut niveau de ces Ecoles, ainsi que la rigueur et le dévouement des enseignants et des cadres œuvrant avec abnégation à atteindre les objectifs escomptés", conclut le MDN.